

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 491, 1,50 F
JEUDI 1^{er} AVRIL 1971



la dérouté des mercenaires

Au sommaire

Un encart spécial : Textes pour les militants du Parti

On y lira les questions posées par la Direction politique nationale aux assemblées ouvriers - paysans pour la préparation du VII^e Congrès, une résolution de la D.P.N. concernant les élus du parti et le communiqué conjoint du P.S.U. et du Parti congolais du travail.

Un dossier de Tribune :

Les agriculteurs à Bruxelles

Rémy Grillault a assuré pour nos lecteurs le reportage de cette manifestation. Il dit pourquoi il ne faut pas nourrir d'illusions sur ce qui s'est vraiment passé. La commission agricole du P.S.U. rappelle ce qu'est le plan Mansholt.

Un document exclusif :

La situation au Cambodge

Un de nos correspondants permanents nous décrit de Phnom-Penh la vie politique telle qu'elle se déroule sur place. Manuel Bridier aborde le problème des conditions dans lesquelles doivent se dérouler de grandes luttes de solidarité au printemps. Nous reproduisons également la résolution adoptée par la dernière D.P.N. sur le Vietnam.

Photos dans ce numéro :
Collombert (p. 9-10).
Elie Kagan (p. 3).
A.F.P. (p. 7).
A.D.N.P. (p. 5-8).
A.G.I.P. (p. 6-16).

TRIBUNE CULTURELLE



L'amour et la mort

Alain Moutot

« Promenade avec l'amour et la mort » est la ballade d'un jeune étudiant, Héron de Foix (Assaj Dayan) qui quitte Paris à la découverte de la mer. En chemin il s'éprend d'une jeune fille Claudia (Angelica Huston) qu'il délaisse pour atteindre le terme de son voyage. Mais la guerre de Cent Ans fait rage. Et Huston nous offre une fantastique fresque, extraordinairement vivante, de la province française au Moyen-Age, ravagée par « le feu, le fer et le sang ». Car la noblesse pour assouvir son insatiable désir de conquête, passe son temps à guerroyer contre l'Anglais ou le seigneur du voisinage. Pour soutenir cette incessante jacquerie, les « preux » chevaliers oppriment les seuls producteurs de l'époque : les paysans, ceux qu'ils sont chargés, d'après les us et coutumes du temps de servir et protéger. L'équilibre de la pyramide sociale de la féodalité s'est affaïssée comme un château de cartes. L'absence du roi prisonnier des Anglais a entraîné les seigneurs dans un « willayisme » sanglant pour le peuple. Damnés par les nobles sur la terre, les paysans se révoltent mais sont alors voués aux enfers par le seul ordre encore solide, l'église, toujours prompte à prendre le parti des plus puissants. Voilà un tableau auquel les reconstitutions dites historiques ne nous avaient pas habitués.

La vitalité subversive de l'amour physique

Dans la tourmente de la révolte, le château du père de Claudia est incendié et le châtelain tué. Le jeune étudiant

a volé au secours de sa belle. Mais il n'est pas possible quand le monde est livré à des conquérants enragés, de ne pas prendre parti. Au côté d'une noble qui ne pense qu'à venger la mort de son père, Héron de Foix va être aux prises avec les paysans qui voient en lui un soutien de l'opresseur. Dans l'élan meurtrier de la lutte, notre héros est amené à assassiner un adolescent. Ecœuré, il refuse les secours factices d'une religion, qui veut, pour le salut de son âme, lui retirer toute virilité. Il renonce aussi à la mer, symbole d'une soif d'absolu trop facile et trop commode pour fuir la réalité. Comme un défi lancé à la face de ses boureaux, les tenants du système remis en cause, Héron assume la plénitude de l'amour physique avec sa belle qui a compris l'incongruité de sa vengeance. En se faisant le chantre d'une sexualité généreusement affirmée dans le monde refoulé et courtois de la féodalité, Huston rejoint le très actuel message lancé par le Shakespeare de « Roméo et Juliette ».

La richesse des gravures d'époque

Comme pour rendre aux gravures d'époque leur richesse en laissant de côté leur contenu idéologique, la caméra de Huston a su éviter tout clinquant. Les images ne sont pas soignées minutieusement pour le spectacle, mais dans un but de rigueur historique. Cette sobriété accentue le réalisme des différentes scènes de misères qui accablent le petit peuple : foule chargée à la lance, femmes vendues en esclaves, chevaux dévorés crus, supplices horribles et simples.

La promenade devient une pérégrination avec la douleur, la faim et la peur. Par contraste, l'ambiance de terreur souligne l'harmonie et la paix. Ainsi la rigueur dans la recherche historique n'exclue pas, bien au contraire, la finition des costumes ni la beauté des coloris. Même la direction d'acteurs, extrêmement subtile et nuancée appose à l'œuvre le sceau de qualité et d'authenticité.

Editions du P.S.U.

		Par 10
Pacte Atlantique et Impérialisme	1,50 F	1,20 F
Le contrôle ouvrier	1,00 F	1,00 F
Pour une Palestine unifiée	1,50 F	1,00 F
Les luttes de classes en Espagne ..	3,50 F	3,00 F
Dossiers d'accueil	1,00 F	1,00 F

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction
Henri Beley, André Bielany,
Gilbert Chantaire, Françoise
Claire, Michèle Descolonges,
Gérard Féran, Jacques Ferlus,
Christian Guerche, Gilbert
Hercet, Christian Leucate,
Alain Moutot, Dominique Nores,
Jean-Yves Romo, Lucien
Saintonge, Eliane Schweitzer,
Jean Verger.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements
6 mois 22 F
1 ans 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 30.000 exemplaires

PANTHÉON

Une tragédie américaine

V.O.

Un film de Josef von Sternberg

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Pétrole algérien, racisme et expulsions

En guise d'éditorial

A Roubaix on enregistre plusieurs cas d'expulsion d'immigrés.

● Yamina, veuve, mère de trois enfants en bas âge, habitant en courée en France depuis quatorze ans, se voit signifier un délai de huit jours pour quitter la France. On lui rappelle à ce sujet une condamnation de huit mois de prison avec sursis qui lui a été infligée pour coups et blessures à son mari, ivrogne et drogué. Cela s'est passé il y a deux ans. En fait Yamina ne trouve pas de travail et elle reçoit les allocations familiales et l'aide à l'enfance.

● Abdelkader, en France depuis trente-quatre ans, vit depuis vingt-deux ans avec une Française abandonnée par son mari. Il a toujours travaillé mais est actuellement en chômage. Une invalidité reconnue par ses médecins traitants vient de lui être refusée par le médecin de la Sécurité Sociale. Il a, lui aussi huit jours pour quitter la France.

● Le porte-à-porte nous apprend d'autres cas d'immigrés qui ont déjà été expulsés malgré un long séjour en France ou d'autres qui vont être expulsés.

De plus l'opération semble se faire dans des conditions illégales : le délai, par exemple, qui normalement doit être de trois semaines est ramené à huit jours.

La façon dont se font ces expulsions : il y a quelque temps, une femme algérienne s'est présentée avec sa convocation au commissariat. Ses voisins ne l'ont jamais plus revue et ses enfants ont été pris à l'école par le fourgon cellulaire.

On parle actuellement de quatre cents expulsions qui auront lieu d'ici mai pour la Métropole Lille-Roubaix-Tourcoing.

Les raisons d'une situation

A Roubaix le chômage s'installe. Cependant quand les immigrés seront expulsés, il faudra bien rendre compte : est-ce cela qui donnera du travail aux Français ?

A Roubaix, les conditions de logement sont déplorables. Les immigrés habitent les courées les plus insalubres. Quand ils seront expulsés, cela donnera-t-il des logements aux travailleurs français ?

Toute une campagne raciste a été parfaitement orchestrée. Par la presse d'abord qui, ayant consacré des articles aux immigrés, n'a publié pratiquement que des réponses racistes. La liste Renouveau de Roubaix est chargée aussitôt de récupérer cette vague de racisme pour sa campagne électorale.

L'affaire du pétrole qui oppose les Etats français et algérien se répercute sur les relations entre gouvernements et c'est, une fois de plus, les plus déshérités qui font les frais de l'affaire.

L'action qui a été menée

Des femmes de la courée, mères de famille nombreuse, certains chefs de famille, se sont révoltés contre l'injustice faite à Yamina, une femme comme elles, partageant les mêmes difficultés, la même impossibilité de trouver du travail.

Aussitôt elles se sont groupées, ont signé et fait signer une pétition au préfet, ont pris contact avec un avocat, avec le consulat et ont créé un comité de défense contre les expulsions d'immigrés.

Le Secours Rouge a apporté son soutien à ce comité par une présence militante vingt-quatre heures sur vingt-quatre, assurant avec les femmes de la courée la sécurité de Yamina, d'Abdelkader, popularisant la lutte par des tracts, des affiches, du porte-à-porte dans les courées du quartier.

Le Secours Rouge, le P.S.U., la J.O.C., l'A.P.F. ont apporté leur soutien. Des étudiants d'Annappes étaient présents et ont fait le lien avec l'affaire de Michel le Palestinien.

Le contact avec les Algériens montre à quel point ils se sentent en insécurité, face à l'arbitraire de ces expulsions, à la merci de la police. Beaucoup n'osent pas montrer leur solidarité.

Bilan de cette action

L'unité populaire a fait reculer la décision pour Yamina qui voit, de ce fait, sa procédure d'expulsion repoussée jusqu'en mai où elle aura la possibilité de passer devant une commission de requête.

Le cas d'Abdelkader est plus difficile à résoudre. Il dépend du ministre et non du préfet. La solidarité dans sa petite courée ne joue pas comme elle a joué pour Yamina.

Les mères de famille du comité de défense se donnent à plein depuis dix jours.

Les partis politiques, les syndicats, les associations, les personnalités, contactées par lettre, pour apporter leur soutien et pour réclamer leur intervention n'ont pas encore répondu. Seul, le M.R.A.P. a fait part de son soutien ainsi que le P.S.U. qui, lui, a commencé son action propre en plus de sa participation par l'intermédiaire du Secours Rouge. Il a publié un communiqué de presse qui a d'ailleurs été très fortement tronqué et il a envoyé une lettre recommandée au maire de Roubaix, socialiste, à la tête d'une municipalité socialiste et d'alliance avec les indépendants et les centres démocrates. Cette lettre qui lui pose des questions précises est restée jusqu'à ce jour, sans réponse.

Il faut maintenant élargir la lutte

L'échange avec les étudiants, l'explication de la lutte pour Yamina et Abdelkader à la faculté d'Annappes, la liaison avec la lutte pour Michel a été une démonstration de l'unité travailleurs-étudiants.

Mais la vague de racisme qui se déchaîne demande une information et une mobilisation plus générales.

Ils nous faut rattacher cette lutte à l'affaire Amédée Prouvost. Un tract raciste a été largement diffusé dans cette usine où le patron déclare qu'il y a trop d'étrangers dans son entreprise.

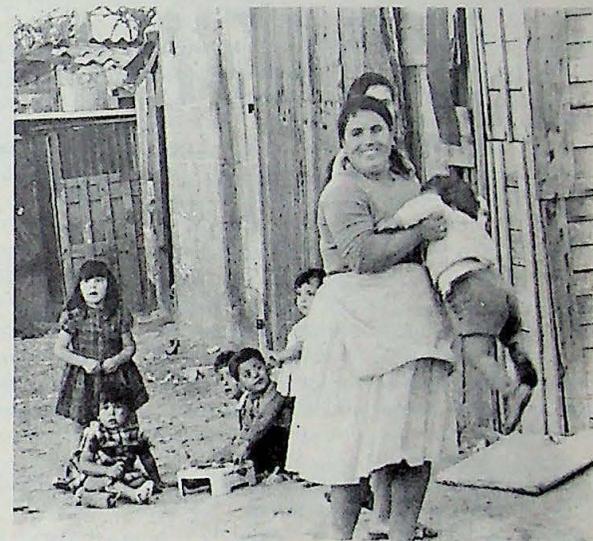
C'est dans cette entreprise que la semaine dernière, un ouvrier algérien pris en train d'uriner près de sa machine (ce qui se fait couramment) se voit signifier son licenciement sur le

champ. Il défend ses droits, ce qui lui vaut d'être ramené en pleine nuit chez lui en car de police. Quand il se présente à l'usine pour récupérer ses affaires, il est conduit de force chez le sous-directeur où il se fait maltraiter : aspergion de neige carbonique, coup sur la tête avec un extincteur; il doit être hospitalisé. La direction retourne l'agression contre lui disant que c'est lui qui a attaqué. Voulant porter plainte l'Algérien se voit signifier que, s'il le fait, il sera expulsé !

Les flics dans la courée

Vendredi expirait le délai pour Abdelkader. Toutes les démarches officielles ayant échoué (préfet - demande de requête) il fallait qu'il ait quitté la France. Depuis 6 heures le matin, le comité de défense assurait donc une protection pacifique devant la courée. A 10 heures, intervention des flics : le chef de la sûreté en personne, accompagné de sept à huit types en civil vient parlementer avec nous, essaie de diviser notre groupe, puis devant l'unité essaie de nous persuader de partir. Il est accompagné de deux cars de flics et de voitures de gradés qui n'interviennent pas.

Toute la journée la garde est assurée. A 20 heures, les camarades qui font la garde sont interpellés par les flics. Il y en a deux qui réussissent à se barrer et qui vont prévenir le Se-



cours Rouge qui tenait une réunion. En un temps record nous sommes tous à la courée, hélas, pour nous faire embarquer. Les flics ne veulent pas nous dire pourquoi. Ce qui est formidable c'est qu'ils travaillent pour nous. Les gens de ce quartier populaire sont révoltés de voir que, sans motif, on est emmené avec si peu de ménagement. Un homme qui passait est emmené, un Algérien qui sortait d'un café aussi. On gueule tellement fort qu'ils sont relâchés.

La mobilisation des C.R.S. pour le meeting Yamina, les flics pour le meeting Abdelkader, la façon dont les flics nous ont embarqués ce soir, commence à remuer l'opinion publique.

A notre sortie du commissariat nous allons mobiliser tous les gens possibles à cette heure tardive, Français et immigrés, et nous sommes une centaine à monter la garde jusqu'à minuit et demi. Toutes les demi-heures il y a une ronde de flics. Devant notre nombre ils n'osent intervenir.

Toute la nuit la garde est montée. Dès 6 heures un nombre important de camarades mobilisés par la répression policière et qui n'avaient pas encore participé à cette action, grossissent nos rangs.

Une fois de plus, cette nuit, l'unité populaire a fait reculer les forces policières.

(Correspondant)

Initiative politique et intervention électorale

Jacques Kergoat

Tirant le bilan des dernières élections municipales, Georges Marchais a déclaré avec sa clarté habituelle : « Nous nous consacrerons avec une confiance renforcée à la réalisation de l'unité des communistes et des socialistes et au-delà de leur union avec les radicaux, les autres démocrates croyants et non croyants, avec tous ceux qui sont intéressés à un véritable changement de la politique du pays. »

Bien entendu, il n'a pas manqué d'ajouter : « Les travailleurs s'opposent aux agissements des groupes gauchistes qui servent directement les desseins du pouvoir. » On n'attendait pas moins de ce pourfendeur d'anarchistes allemands. Le malheur, pour lui, est que le seul fait vraiment nouveau de ces élections municipales est l'apparition dans l'électorat d'un courant d'extrême gauche à base populaire qui ne se laisse plus enfermer dans l'union démocratique (élargie vers le centre). Depuis plusieurs mois, toutes les grandes batailles de masse, bataille contre la répression, bataille contre les fascistes, campagnes d'explications sur le rôle joué par la police, mouvement lycéen, grève des Batignoles se sont, en effet, largement déroulées contre les mots d'ordre ou les orientations du P.C.F. C'est cela qui explique les résultats électoraux obtenus par les listes d'union populaire

ou d'union révolutionnaire dans la région lyonnaise, en Bretagne, à Paris et dans la banlieue parisienne. Le crédit accordé au P.S.U. et aux révolutionnaires dans les mouvements de masse, leur a valu une plus grande audience électorale. Les résultats obtenus sont donc une invite à poursuivre et à approfondir les actions de masse. Quand Georges Séguy déclare à l'intention du gouvernement : « Ne touchez pas aux lycéens », il reconnaît par là que la révolte des lycéens et des élèves des collèges d'enseignement technique touche profondément les foyers ouvriers et que la C.G.T. ne peut se permettre de faire la fine bouche sur quelque chose qu'elle ne contrôle pourtant pas.

Tout cela nous invite donc à regarder plus précisément l'interaction entre action de masse et intervention électorale en revenant, à titre d'exemple, sur les élections à Paris.

Les résultats obtenus sur Paris par les listes « Paris aux travailleurs », présentées par le P.S.U. et Lutte ouvrière, appellent plusieurs remarques. La première, c'est que le mythe de l'union de la gauche a beaucoup moins joué que nous le pensions. Une campagne menée avec de très faibles moyens matériels a suffi pour que près de 20 % des électeurs « de gauche » refusent le type d'union que propo-

saient les organisations réformistes. Une partie non négligeable des couches populaires est aujourd'hui sensible à d'autres formes d'unité, y compris à celles qui se dessinent entre divers courants d'extrême gauche.

Deuxièmement, les électeurs qui ont voté « Paris aux travailleurs » se sont prononcés pour l'extrême gauche, c'est-à-dire pour un courant clairement situé à gauche du P.C.F. L'alliance avec Lutte ouvrière n'a, de ce point de vue, en rien été une gêne, bien au contraire : dans treize secteurs sur quatorze, nous dépassons, parfois très largement le total des voix de Krivine et de Rocard aux élections présidentielles. Dans bien des endroits, nous retrouvons, ou peu s'en faut, le pourcentage des candidats P.S.U. en 1968. Pour les militants qui s'entendaient quotidiennement répéter que l'alliance avec un groupe « gauchiste » n'amènerait que le désastre, c'est une confirmation éclatante de la justesse politique de la ligne du parti.

Les résultats parisiens manifestent donc l'existence d'un large courant favorable aux révolutionnaires. La preuve est faite à Paris que notre parti peut jouer un rôle déterminant dans l'expression politique de ce courant.

Car le visage que donne de lui-même ce courant n'est pas indifférent.

Le fait que le courant révolutionnaire ait constamment pris l'offensive ces derniers mois n'a pas été sans influence : sur les transports, avec les comités d'usagers, sur la répression avec le Secours Rouge, dans le milieu lycéen avec l'affaire Guiot, il a marqué des points. Il en est de même sur le terrain de l'anti-fascisme.

Malgré l'intense campagne « de presse » du gouvernement, l'action résolue contre le meeting nazi au Palais des Sports n'a nullement nui aux candidats révolutionnaires : elle a, au contraire, été largement comprise et approuvée, notamment dans la classe ouvrière.

En l'occurrence, les actions de masse contre la répression, le lent et patient travail des comités d'usagers des transports ont permis que le courant révolutionnaire prenne sur Paris un visage plus sérieux et plus crédible. Cela explique peut-être que les seuls secteurs où nous ne faisons pas les 5 % soient les quartiers bourgeois de Paris : 7^e, 8^e, 16^e, 17^e, que le seul secteur où nos résultats sont inférieurs au total des voix Krivine-Rocard aux présidentielles soit... le quartier Latin et que nous progressions sensiblement dans tous les arrondissements populaires, atteignant, grâce aussi au travail militant de nos camarades, 9 % dans le vingtième arrondissement. □

Où La Fontaine se change en théoricien

Abraham Behar

Il y a dans « l'article » de G. Declercq intitulé « la mouche du coche », deux choses :

— Une série d'injures assénées au travers de la fable, appelant plus ou moins nettement à nous chasser de la C.F.D.T. comme « importuns », et qui n'appellent aucune réponse, mais une seule remarque à ce petit jeu, la C.G.T. s'y est cassé les dents, avis aux amateurs ;

— Mais aussi des points sur lesquels des précisions s'imposent :

Quand nous constatons l'absence d'extension du mouvement dans le trust, et la faiblesse de la solidarité dans le département. (Pourquoi, par exemple, les débrayages à « Paris » et les tentatives de débrayage à Dubigeon n'ont-elles pas été coordonnées avec Creusot Loire ?) Il n'y a là aucun reproche d'aucune sorte à l'U.D. C.F.D.T. mais une interrogation politique sur les raisons de fond de cette situation. Le mouvement des Batignoles, qu'on le veuille ou non, a surpris les syndicats, et même déconcerté certains. Surtout l'unitarisme à tout

prix avec la C.G.T. n'a pas été la solution magique à la grève. C'est même plutôt le contraire que les travailleurs ont compris. Et là dessus, les « faits sont têtus », nous nous excusons de citer Lénine et non La Fontaine, mais toutes les colères de Declercq ne changeront rien à l'affaire.

Et quand des militants qui, eux, étaient tous et de bout en bout dans la lutte, s'interrogèrent sur les raisons du blocage à l'extension, cela nous paraît juste et sain.

D'ailleurs, de façon concrète, ils font leur propre autocritique en constatant que les révolutionnaires non plus (et en particulier le P.S.U. qui a, mille excuses, camarade Declercq,

des groupes d'entreprises dans la plupart des usines du trust) n'ont pas réussi cette coordination et une popularisation suffisante de mots d'ordre unifiants.

Savoir si ces militants révolutionnaires sont aussi syndicalistes ne fait rien à l'affaire, mais, en tout cas, un tel conflit manifestement ne rentre pas dans le projet politique des laudateurs de la démocratie plus ou moins avancée, il gêne et irrite... Tout cela est bien moral aussi.

Par contre, les camarades des Batignoles soulignent ce caractère positif de la jonction avec les couches populaires (grâce aux A.P.F.) et aux paysans (grâce au C.R.J.A.O.) (1) avec

infiniment plus de modestie que Declercq, car tout de même, s'arroger tranquillement tout ce travail du comité de soutien, il faut le faire. Mais là aussi, parce qu'ils étaient DEDANS, les militants P.S.U. paysans ou populaires réfléchissent aussi sur les limites de cette jonction. Parce que nous sommes ainsi faits, nous qu'à l'issue d'une lutte nous tirons les leçons, faisons notre autocritique et la critique générale du mouvement pour mieux servir le prolétariat et le peuple dans la lutte suivante.

En réalité, la divergence restera profondément entre l'autosatisfaction du célèbre dirigeant C.F.D.T. des pays de Loire et l'exigence de lucidité et de progression qui est la nôtre.

A l'avenir, et si notre ami Declercq arrive à se dégager de son partipris, pourquoi ne pas en discuter calmement, entre militants ouvriers et en laissant les injures aux vestiaires ?

Editions du P.S.U. **LE CONTROLE OUVRIER**

Prix pour 10 exemplaires : 10 F
En vente : Librairie - T.S. - 54, boulevard Garibaldi, PARIS (15^e)
C.C.P. 58-26-65 PARIS

(1) Associations populaires familiales. Centre régional des jeunes agriculteurs de l'Ouest.

Mouvement de masse à Lyon

Albert Rousselles

Après l'agression sauvage dont a été victime Richard Deshayes, normalien à Auteuil, les normaliens d'Auteuil, les premiers concernés, se mettent en grève et appellent toutes les écoles normales de France à en faire autant pour :

- que justice soit rendue à Richard,

- dénoncer la répression policière et demander la dissolution des brigades spéciales.

Les normaliens de Lyon se mobilisent en assemblée générale : les classes préparant au baccalauréat votent deux jours de grève à une écrasante majorité et élisent démocratiquement un comité de grève chargé de l'organisation du mouvement.

Les classes de formation professionnelle se réunissent à leur tour : c'est alors que com-

mencent les manœuvres liquidatrices des Jeunesses communistes et du Syndicat national des instituteurs (dominé dans le Rhône par la tendance Unité-Action, pro-communiste) qui s'emploient à briser le mouvement. A l'instar de Marcellin, ils cherchent des meneurs : l'A.J.S. (sic) Rénovation Syndicale, tendance minoritaire du S.N.I. (resic).

Les J.C. montrent clairement qu'ils s'emploient à briser tous les mouvements qu'ils ne dirigent pas étroitement et qui sortent des formes legalistes usées : pétitions, motions, délégations.

Cette pratique est liée à une conception basée sur l'électoralisme (refus de toute action en période électorale) et la légalité bourgeoise : « la démocratie avancée » : pratique d'ordre à l'usine et à l'université, dénonciation des gauchistes-aventuristes.

Cette pratique a conduit les J.C. à se tenir rigoureusement hors du mouvement de masse de l'école normale de Lyon.

Cependant de nombreux normaliens de formation professionnelle rejoindront les grévistes.

Une manifestation est prévue pour vendredi 13 mars : elle réunit plus de deux cents normaliens qui défilent silencieusement dans le quartier de la Croix-Rousse avec des banderoles (« Halte à la répression », « Hier Richard, demain votre fils ? », collant des affiches montrant le visage mutilé de Deshayes, distribuant des tracts (qui insistent sur l'aspect local de la répression : ratonades en janvier des militants du Secours Rouge et des passants, procès des marxistes-léninistes qui sont jugés pour distribution de racs sur un marché) à la population et discutant avec elle.

En dépit des menaces des Jeunesses communistes et du S.N.I. cette manifestation est une réussite (liaison avec la population du quartier qui empêchera toute intervention policière) et sera relatée sans déformation dans la presse locale.

Mais les normaliens ne sont pas les seuls à se mobiliser : le mardi 16 mars, un millier de jeunes lycéens appartenant à l'établissement de La Martinière

re défilent silencieusement rue de la République pour protester contre la répression : les forces de l'ordre cernent le défilé et, la seconde sommation à peine achevée, se ruent matraque au poing sur l'arrière du défilé : parmi les lycéens (16-18 ans) on dénombre beaucoup de blessés atteints sérieusement, d'autres sont enfermés dans les coffres de voiture, des passants sont matraqués.

La riposte ne tarde pas : des grèves éclatent totalement ou partiellement dans de nombreux lycées de Lyon.

Les normaliens de nouveau réunis en assemblée générale sont informés qu'une manifestation est organisée samedi 19, avec autorisation préfectorale, pendant que le S.N.I. profitant de la mobilisation du moment tente d'intégrer le mouvement dans une lutte purement revendicative et propose une pétition (une de plus) au préfet qui laisse les normaliens indifférents

Les normaliens les plus déterminés (les mises en garde J.C. ont, cette fois, partiellement réussi) participent à la manifestation qui, contrairement aux affirmations J.C. ne sera manipulée par aucun groupe et ne sera marquée par aucun incident.

Samedi 20 mars : 1.500 lycéens défilent sous la pluie.

Les points positifs :

- les normaliens ont imposé leur légalité. Les assemblées générales ont été un apprentissage de démocratie. Un nombre important de normaliens et normaliennes a pu s'exprimer librement. Le mouvement s'est donné démocratiquement lors des A.G. des moyens et des formes d'action qu'il a respectés. Cette pratique de démocratie de masse devra être améliorée pour briser la différence entre les « militants qui savent et les masses qui suivent ».

- lors de la manifestation silencieuse du vendredi 12 mars sur la Croix-Rousse, de nombreux normaliens et normaliennes ont participé aux groupes de discussion qui ont permis un contact direct avec la population.

Notre nombre fut la meilleure preuve de la force de notre action.

Les points négatifs :

- La liaison entre la répression et ses causes économiques et politiques n'a pas été clairement faite. Elle devra être réalisée.

- Trop peu de normaliens ont participé à la manifestation du samedi 19 mars, décidée par une organisation représentative (le comité de luttes lycéennes qui a prouvé qu'il avait une réelle influence de masse) à cause des mises en garde J.C. Nous devons en tenir compte. □

Résolution de la D.P.N.:

Pompidou vient de sonner la charge contre les lycéens en colère. Il n'est plus possible, en effet, de caractériser le mouvement des lycéens comme un phénomène parisien et groupusculaire. A Béziers, à Limoges, à La Rochelle, à Grenoble, à Saint-Brieuc, dans des dizaines d'autres villes, des milliers de lycéens ont manifesté leur volonté de se battre. Dans les établissements techniques (C.E.T. et Lycées), dans les Ecoles Normales se développe un mouvement d'une ampleur plus grande même qu'en Mai 68. A Paris, des dizaines de milliers de lycéens se sont mobilisés en masse, inventant des formes d'organisation originales à la base pour obtenir la libération de Gilles Guioit. Leur victoire a eu une signification politique profonde : le pouvoir, impuissant à contrôler la situation, s'est affolé (déclaration de Tomasini) et sa police elle-même a commencé à se poser des questions. En voulant obtenir une revanche par l'emprisonnement d'Alain Guyonnet, le pouvoir a essuyé une nouvelle défaite. Dans ces conditions, on comprend la hargne de ceux qui nous gouvernent.

En protestant contre leurs conditions de vie, de travail, leurs perspectives d'emploi, la sélection scolaire et la hiérarchie qu'elle implique, en luttant contre la répression sous toutes ses formes, les lycéens se placent aux côtés des travailleurs des Batignolles ou de Faulquemont, non plus en paroles, mais dans leur lutte même. Ils rejoignent ainsi massivement le combat révolutionnaire.

En appuyant les luttes lycéennes, les enseignants et les parents d'élèves se coupent des forces réactionnaires que l'U.D.R. s'efforce de rassembler. L'opération politique qui vise à isoler les lycéens pour casser leurs luttes ne doit pas réussir. Le P.S.U. appelle les travailleurs, à la base et dans leurs organisations, à soutenir activement le combat des élèves des lycées et des collèges contre l'oppression capitaliste.

Les enseignants et les lycéens du P.S.U. s'efforceront d'unifier leurs luttes pour le développement du mouvement qui s'amorce aujourd'hui : les premières victoires montrent assez l'importance de l'enjeu et sa signification politique. □



Lettre du Cambodge

La corruption institutionnalisée

Phnom-Penh, — Ce 18 mars devait magnifier une année de liberté, d'unité nationale et de combats militaires victorieux. La journée n'a fait que rendre manifeste la lassitude, le doute et le mécontentement qui accablent les Cambodgiens. On s'était pourtant bien préparé à faire de ce jour l'apothéose dans la commémoration des  v nements qui, du 8 au 18 mars 1970, amenèrent la chute de Sihanouk. Depuis plusieurs jours, radio nationale et journaux étaient mobilisés pour scanner chaque étape de cette « période historique » de 1970 : « 11 mars 1970... 11 mars 1971 » titrait le « Courrier phnom-penhois » du 16. « Bientôt une année », titrait l'éditorial de « Cambodge » du 16. Le dimanche précédent, le théâtre du Front de Bassac — construit naguère pour le festival du film crée par Sihanouk — avait rouvert ses portes closes depuis un an : un « spectacle de soutien aux combattants du front » y était présenté. Un timbre commémoratif spécial a été gravé. L'accrochage à chaque porte du drapeau de la République khmère fut exigé et contrôlé souvent par les mêmes fonctionnaires qui surveillaient autrefois l'accrochage du drapeau du Royaume du Cambodge. Les directeurs des lycées et des services administratifs avaient reçu, de leurs chefs hiérarchiques, une liste des slogans à reproduire sur les affiches, les banderoles et les tracts qu'ils iraient diffu-

ser le long des rues, le 18, dans une de ces « grandes manifestations de joie spontanée », « avec reportage radio en direct », où ils sont régulièrement conviés.

La fête a tourné court

Quand Sirik Matak vint « rendre compte à la nation » d'une année d'activité gouvernementale, il y avait, devant l'Assemblée nationale, plus de soldats — fusil-mitrailleur M.16   la hanche — que de citoyens de la ville. De manifestation publique : point. Fonctionnaires et lycéens avaient reçu l'ordre, la veille, d'accrocher banderoles et affiches autour de leurs lieux de travail sans tambours ni trompettes. Des tracts furent lancés d'un avion : le procédé offrait moins de risques qu'une manifestation publique. Enfin, le ministre de l'Industrie s'avéra, malgré lui, un humoriste plein de talent quand, vers 19 heures, à la place du feu d'artifice qu'il avait promis, on entendit des coups de canons dans le lointain, bientôt accompagnés de l'illumination de fusées éclairantes. Un feu d'artifice tout à l'image de cette journée !

Que s'était-il donc passé ?

Depuis plusieurs semaines, les communiqués d'autosatisfaction, le bilan des ennemis exterminés et les appels

  l'unité nationale pour la sauvegarde de la patrie, ne suffirent plus à étouffer les mécontentements. On s' st mal remis à Phnom Penh de l'attaque de l'aéroport tout proche. Quand plusieurs médecins abandonnèrent villa et voiture pour rejoindre le maquis, un mouvement de répression policière s'abattit sur la capitale. De nombreux professeurs et étudiants furent arrêtés : Mlle Sim Chanya, M. et Mme Prom Sang Ar, Mlle Chou Van Than, MM. Lok Chhot, Long Chheut, Khun Srun, Chhun Son, M. et Mme Kong Sokhun ; leurs amis sont toujours sans nouvelles d'eux. Les contacts avec le monde extérieur donnent parfois à penser aux habitants, privés ici de toute information. Une délégation d'étudiants — ils n'étaient pas moins de 49 ! — a reçu une gifle   Saigon quand leurs homologues vietnamiens refusèrent de les recevoir parce qu'ils représentaient un gouvernement raciste. Jeunes fonctionnaires, lycéens et étudiants sont quelquefois las de voir la corruption s'enfler, l'économie finir de s'écrouler et le nouveau clan au pouvoir jouir sans retenue de sa puissance. Les enfants de Sirik Matak et du ministre des Finances ont remplacé la famille de Sihanouk dans la gestion des dancings et la possession des voitures de sport. Une cinquième compagnie privée pour les lignes aériennes intérieures vient de s'ouvrir : la paralysie des transports par route n'est pas perdue pour tout

Brésil

Champions de football, Champions de torture

Le match que vous allez voir est un match de football utilisé à des fins de propagande du gouvernement brésilien.

Pourquoi le gouvernement brésilien éprouve-t-il la nécessité de faire un match-propagande ?

Parce que le gouvernement brésilien doit essayer de cacher ce qu'il fait au Brésil.

Parce qu'il veut faire oublier au peuple français qu'il y a au Brésil une guerre populaire contre la misère et la famine que l'impérialisme et la dictature fasciste imposent au peuple par une répression féroce.

Qu'on ne vienne pas nous dire que le sport ne se mêle pas à la politique.

Aujourd'hui, 31 mars, marque le 7  anniversaire jour pour jour de la prise du pouvoir par la gente fasciste au Brésil.

Pourquoi le gouvernement brésilien a-t-il besoin de donner de l'argent pour la guérison du cancer ?

Parce qu'il veut que le peuple français oublie le cancer social de la misère et de la famine.

Parce qu'il veut que le peuple français ignore le cancer social de la répression féroce contre les ouvriers, les penseurs, les étudiants, les enseignants... contre tous ceux qui s'intéressent à la libération du Brésil.

Le gouvernement français est un allié du gouvernement brésilien. Il a refusé un visa à Apolonio de Carvalho, héros de la résistance française, et héros de la guerre révolutionnaire.

Par contre, il a reçu Sergio Fleury, chef tortionnaire : il a vendu armes et avions à cette dictature fasciste.

Il ne faut pas que le peuple français tombe dans ce piège.

Il ne faut pas que le peuple français accepte la propagande du gouvernement brésilien aid e par le gouvernement français.

Spectateurs du match Santos-F.C.-Saint-Etienne-Marseille : n'oubliez pas en applaudissant les prouesses de Pelé :

- les milliers de morts torturés par la dictature brésilienne,
- la lutte héroïque des combattants révolutionnaires brésiliens.

Secours Rouge, Ligue Communiste, Révolution, Vive la Révolution, Les Amis de la Cause du Peuple, Parti Socialiste Unifié, Alliance Marxiste Révolutionnaire.



le monde. La monnaie nationale s'écroule : des 11 riels pour un franc d'il y a un an, on en est aujourd'hui à 23 riels pour un franc. Les officiers supérieurs de l'armée font des fortunes fulgurantes : sur les 200.000 soldats qu'ils annoncent, 110.000 seulement existent ; ils empochent la solde des autres. Les « officiers de détail » trafiquent sur la nourriture des soldats : ou bien ils achètent sous la contrainte des produits à bas prix aux paysans, ou bien ils retiennent sur le solde des hommes de troupe trois ou quatre fois le prix de revient de leurs repas.

Où trouver là-dedans la réalisation de la devise de la République : « Liberté, égalité, fraternité, prospérité, bonheur » ?

Le chef des bonzes bouddhistes aurait manifesté, lui-même, vers le 13 mars, son inquiétude et son désir de voir prises par le gouvernement des mesures de salubrité énergiques... On lui aurait répondu par quelques arrestations supplémentaires.

A Svay Rieng, dans le « bec de canard », les habitants ont protesté con-

tre la hausse des prix et les commerçants spéculateurs. Les troupes sud-vietnamiennes ont rétabli l'ordre en tirant dans la foule.

Les bonzes de la campagne ont réclamé le retour de Sihanouk. Et certains étudiants voulaient protester, à l'occasion du 18 mars, contre cette hausse des prix, cette débandade économique, cet accaparement du pouvoir par un clan.

On comprend donc pourquoi le 18 mars ne fut pas la fête attendue et promise. On voulait que la joie y fût clamée ; il n'y avait que du mécontentement à exprimer. Pour éviter les déconvenues, on mit l'éteignoir sur toute occasion possible d'expression. Le couvre-feu fut même avancé de 22 h à 18 h.

Il fallut toute l'astuce du commentateur de la radio nationale le lendemain soir pour découvrir qu'une grande victoire avait été remportée ce jour-là : les maquisards n'avaient pas fêté cet anniversaire en prenant Phnom Penh ! □

Le P.C. et le Vietnam

Manuel Bridier

De grandes manifestations contre la guerre au Vietnam doivent avoir lieu au début de mai. Il est indispensable que des actions d'envergure leurs fassent écho en Europe. Dans cet esprit, le P.S.U. souhaite que l'unité la plus large se réalise pour l'action contre l'agression américaine au Vietnam.

Tel n'est pas le point de vue du Parti communiste. En réponse à la question précise que nous lui avons posée, la délégation du P.C.F. a confirmé, lors d'une rencontre organisée par le Mouvement de la Paix, son exclusive sectaire contre la présence du « Secours rouge », de la « Ligue communiste » ou de toute autre organisation « gauchiste » dans les manifestations communes. Les explications données mettent en lumière une divergence fondamentale quant à la nature même de la lutte : élargissement à droite, formes traditionnelles d'action, condamnation de la mobilisation antifasciste du Palais des Sports et même de... mai 68 !

Conformément au mandat reçu de la D.P.N., la délégation du P.S.U. a constaté qu'il était impossible, dans ces conditions, de cautionner le sectarisme du P.C.F. en acceptant de participer avec lui à des actions sur le Vietnam. L'attitude du P.C.F. a soulevé une malaise visible dans de nombreuses

délégations, notamment parmi les syndicalistes et les militants chrétiens.

Notre réponse doit être la capacité d'organiser dans tout le pays de vastes manifestations de rue contre la guerre au Vietnam.

Des discussions sont en cours avec les organisations révolutionnaires. Des propositions différentes peuvent être faites quant aux formes d'organisation de la lutte sur le Vietnam. Pour notre part, comme l'a rappelé la D.P.N., nous ne pensons pas que la meilleure solution soit de reconstituer une organisation permanente de masse. Nous croyons que la multiplication de tels organismes risque d'aboutir à un éparpillement de l'effort militant. Nous lui préférons la constitution d'un front d'organisations pour animer et coordonner les manifestations communes.

Quoi qu'il en soit, la discussion nécessaire sur les formes d'organisation ne doit pas être un obstacle à l'action elle-même. La tâche urgente, immédiate est d'assurer le succès de la mobilisation révolutionnaire pour le Vietnam, au début de mai, en liaison avec les manifestations américaines. Les actions que nous pourrions entreprendre à cette occasion seront la meilleure relance de la lutte pour le Vietnam, en même temps que la meilleure réponse au sectarisme et à l'opportunisme du P.C.F. □



La D.P.N. du P.S.U. adresse aux peuples du Vietnam, du Laos et du Cambodge, le témoignage de son admiration et de sa gratitude pour les victoires exemplaires qu'ils viennent de remporter contre l'ennemi commun de toutes les forces socialistes dans le monde : l'impérialisme américain, son gouvernement et son armée.

La défaite des armées fantoches et de leurs maîtres dans le bas-Laos et au Cambodge est une étape importante vers la libération complète de l'Indochine. Elle marque l'échec retentissant du plan Nixon de vietnamisation de la guerre. A la veille des élections présidentielles aux Etats-Unis, Nixon doit savoir qu'il ne peut plus parler de paix tout en poursuivant les hostilités par mercenaires vietnamiens interposés. Après l'effondrement de cette tentative, il n'existe pour l'impérialisme américain que deux possibilités : accepter les propositions de paix en cinq points du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire du Sud-Vietnam, c'est-à-dire quitter l'Indochine, ou s'enliser toujours plus dans une guerre sans issue.

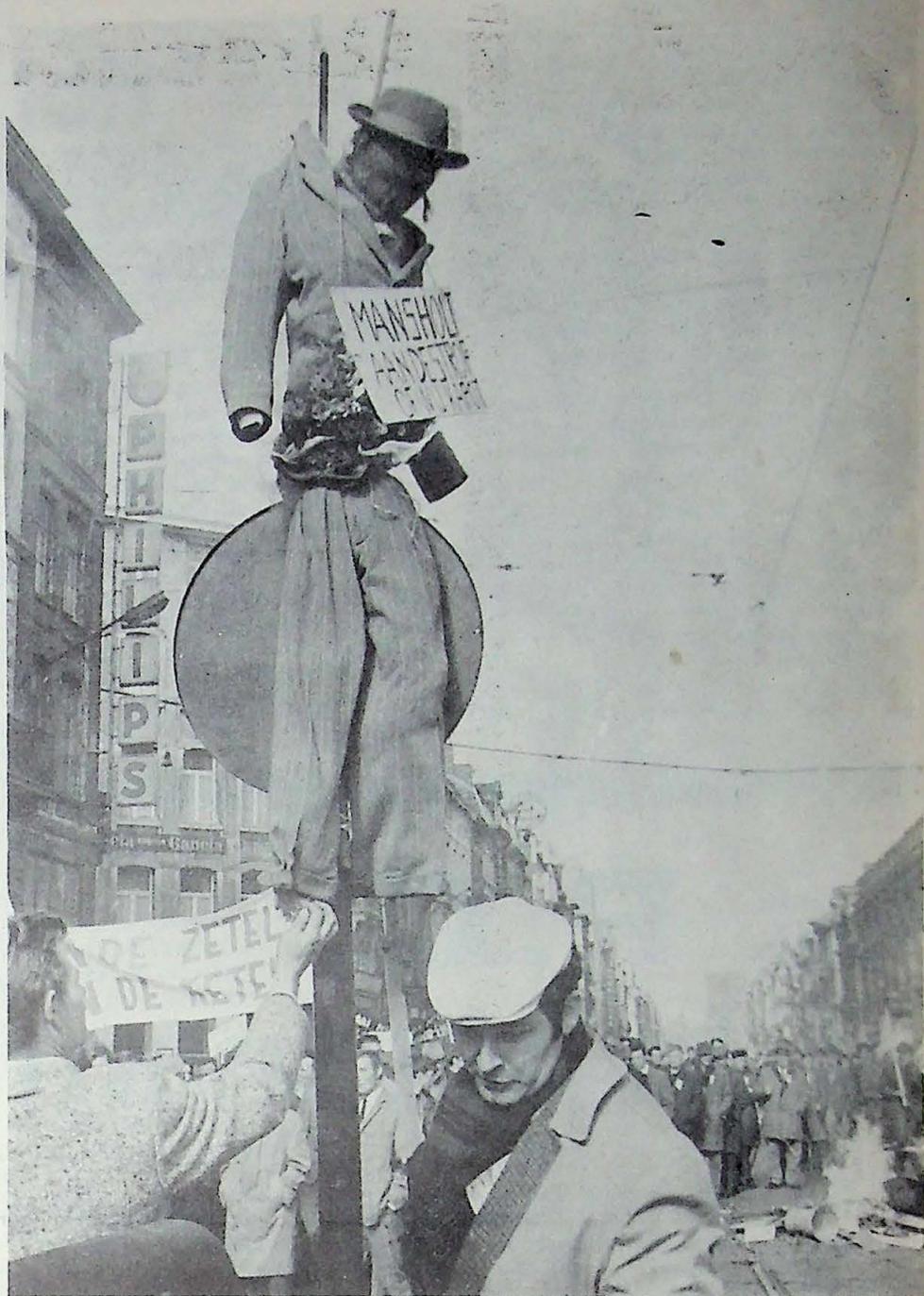
Au moment où les compagnies pétrolières internationales s'intéressent vivement aux nouveaux gisements du golfe de Siam, des forces capitalistes considérables vont peser dans le sens de la guerre : certains n'hésitent pas à préconiser l'utilisation d'armes atomiques tactiques en Indochine. Ainsi, plus il est réduit aux abois, plus l'impérialisme est capable de s'acharner, risquant de précipiter le monde entier dans une troisième guerre mondiale.

La bataille des peuples indochinois contre l'agression américaine est une bataille pour le droit de chaque peuple à se libérer de la tutelle impérialiste.

C'est pourquoi nous devons tout mettre en œuvre pour que se développe un mouvement de solidarité matérielle et politique plus vaste et plus puissant que jamais, pour soutenir les combattants indochinois, encourager les masses américaines dans leur lutte contre la guerre, mobiliser toutes les forces populaires en France et en Europe contre l'impérialisme américain et ses complices, dénoncer l'hypocrisie du gouvernement français et de tous ceux qui maintiennent des relations diplomatiques avec les fantoches de Saïgon ou de Pnom Penh.

A l'escalade dans l'agression doit répondre une escalade des manifestations contre l'impérialisme américain. De grandes manifestations contre la guerre au Vietnam doivent avoir lieu aux Etats-Unis dans les premiers jours de mai.

La D.P.N. du P.S.U. appelle toutes les forces révolutionnaires françaises à organiser ensemble, en liaison avec les progressistes américains, une journée nationale d'action sur le Vietnam, au début de mai, dans toutes les villes de France, afin de manifester dans la rue leur volonté de renforcer et d'élargir la lutte des révolutionnaires contre l'impérialisme américain. □



Bruxelles

La casse n'est pas toujours révolutionnaire

Rémy Grillault

Bruxelles, la paisible et bourgeoise capitale européenne a connu une émeute assez inhabituelle dans ses avenues commerçantes du centre ville. 100.000 paysans composés en partie de Flamands (les trois-quarts), de Wallons, d'Allemands, de Néerlandais, d'une poignée d'Italiens et d'un petit millier de Français ont défilé sous le soleil pour faire pression sur les prix européens. Cette manifestation monstre qui s'est terminée par un affrontement violent (un mort, une centaine de blessés) appelle plusieurs remarques. Organisée par les syndicats belges, les Flamands — qui n'ont rien de progressiste ! — ont répondu en masse à l'appel et leurs pancartes dominaient nettement dans le cortège.

Cette manifestation était avant tout corporatiste sans aucun mot d'ordre politique. On ne scandait aucun mot d'ordre précis et le badge des agriculteurs belges ne portait que la mention : « L'Europe pour des prix rentables et actualisés. » On sentait dans ce long cortège un relent de fascisme assez caractéristique.

Les agriculteurs flamands s'en prenaient aux badauds, journalistes, toutes personnes « autres » et les bombardaient de pommes de terre, d'œufs pourris et de pétards. On retrouvait aussi un petit côté kermesse flamande et folklorique : sifflés, sirènes, masques, marionnettes et chapeaux de toutes les couleurs... Donc on le voit aisé-

ment : la manifestation n'est guère pure politiquement — loin de là !

La très grande majorité des combattants était flamande et la question linguistique a joué d'une manière sous-jacente. Les invités étrangers ont été relativement surpris de la violence des affrontements auxquels ils n'ont guère participé.

Il n'est pas question de nier la colère paysanne européenne qui est justifiée sur le plan professionnel, mais la manifestation de Bruxelles semble avoir été téléguidée par les gros agrariens désireux de récolter le bénéfice de l'opération en envoyant les mécontents au casse-pipe.

Questions posées aux assemblées ouvriers-paysans

I - Forme et nature des luttes

I - 1) Dans l'entreprise, dans la région, des hommes et des femmes sont rentrés dans la production industrielle, sortant de l'école ou venant des campagnes ou d'autres pays. Ces prolétaires récents, comment se comportent-ils ?

Dans l'entreprise, à la ferme, des techniques nouvelles, des machines nouvelles font leur apparition. Comment cela se traduit dans la vie des travailleurs ?

Ces forces productives en croissance, quelles conséquences ont-elles sur la combativité des travailleurs ? Cela se traduit-il par des formes nouvelles et par des objectifs nouveaux donnés aux luttes ?

Est-ce lié à un refus de l'idéologie de l'adversaire ; la prise de conscience de l'exploitation capitaliste conduit-elle à une autre idéologie, celle de la classe ouvrière ? Quels sont les obstacles qui retardent ce cheminement, comment les vaincre, y compris dans l'avenir ?

I - 2) Les travailleurs subissent des violences quotidiennes dans leur travail et leurs conditions de vie. Comment peuvent-ils y répondre ? Les moyens légaux sont-ils suffisants ? Vos expériences vous permettent-elles de dire quelles sont les conditions pour que l'usage de la violence fasse avancer les luttes et la conscience politique des travailleurs ?

I - 3) Au-delà des aspects économiques des conflits, vous semble-t-il que l'idéologie dominante fait sentir son poids de manière constante, croissante sur les comportements des travailleurs ? Ceux-ci y sont-ils sensibles ? La prise de conscience de l'exploitation capitaliste conduit-elle à une autre idéologie ?

II - Stratégie révolutionnaire aujourd'hui

II - 1) Des militants ouvriers ou paysans sont souvent marqués par la perspective réformiste. Comment faire pour qu'ils basculent vers le mouvement révolutionnaire ? Quelles parts relatives faites-vous à l'explication politique ou à la propagande et à l'expérience des luttes communes ? D'après les enseignements des luttes menées, ces deux éléments sont-ils facilement compatibles ?

II - 2) Les partis politiques révolutionnaires et notamment le P.S.U. s'expriment à leur manière et cherchent à se faire comprendre des travailleurs. Que pensez-vous de ces expressions sur la forme et sur le fond ? Quels seraient les changements souhaitables ?

II - 3) Le rapport évoque « la guerre de position ». Les positions occupées par la classe ouvrière ou ses militants sont nombreuses.

Avez-vous eu l'occasion de militer avec ou dans des organismes où se retrouvent divers groupes révolutionnaires ? Quelles conclusions peut-on tirer de ces expériences ? Peuvent-elles contribuer à créer les conditions de la naissance d'un parti révolutionnaire de masse ?

Le Parti communiste a marqué la classe ouvrière. Il est actuellement remis en cause dans sa tactique réformiste. Comment cette remise en cause est-elle perçue autour de vous ? Comment envisagez-vous les rapports des militants révolutionnaires avec lui, tant sur le plan des secteurs de lutte ouvriers-paysans qu'à propos des actions sur les autres terrains (cadre de vie, élections...) ?

En système capitaliste il existe un certain nombre d'organismes ou institutions dans lesquels peuvent être présents des travailleurs : comités d'entreprise, délégués du personnel, coopératives, caisses mutuelles de crédit agricole, municipalités, associations diverses. Qu'y fait-on ? Que peut-on faire ? Quelles liaisons peut-il y avoir entre ces institutions, les militants qui y sont présents et les luttes des travailleurs contre le capitalisme ? Comment maintenir le travail commun entre les militants élus dans ces organismes où les possibilités d'action sont réduites, et ceux qui animent les luttes populaires ?

Quelle liaison peut-il y avoir entre ces institutions et les assemblées, et les délégués parallèles désignés par les ateliers et révocables à tout moment ? Autrement dit, comment la classe ouvrière fait son apprentissage de sa volonté et de sa capacité à prendre en main sa production ? Où se situe la préfiguration du pouvoir des travailleurs ?

III - Contrôle ouvrier, autogestion et planification

III - 1) Les formes et les résultats des actions menées correspondent-ils au contrôle ouvrier ? Cette notion commence-t-elle à se répandre parmi les travailleurs de votre entreprise ?

III - 2) Le contrôle ouvrier sur la production ne concerne-t-il que la lutte dans une seule entreprise ?

Quelles sont les conséquences et les possibilités d'utilisation pour les luttes sur la branche, au niveau national et international ?

Le contrôle ouvrier sur la production vous paraît-il un objectif susceptible de répondre à la nécessaire solidarité des travailleurs pour soutenir une grève se produisant dans une autre entreprise et empêcher par là la solidarité des entreprises capitalistes de jouer ?

III - 3) Les dernières assemblées ouvrières et paysannes ont montré que la combinaison des prises de contrôle et de la lutte revendicative permettait d'obtenir des victoires partielles dépassant les victoires quantitatives. Comment peut-on consolider ces victoires ? Comment peut-on aller plus loin ? Peut-on maintenir une prise de contrôle unilatéral sans combinaison avec l'action revendicative ?

III - 4) Comment les travailleurs se posent-ils le problème de la nature de l'entreprise et de sa gestion ?

Dans le contexte actuel de crise des mécanismes économiques et financiers, nous assistons à des faillites d'entreprises de très grandes dimensions.

La revendication de la nationalisation est-elle alors la seule réponse pos-

sible ? Qu'advient-il lorsque cette situation se pose à l'échelon de firmes de caractère multinational ?

Les débats du secteur agricole montrent :

1) que dans l'état actuel il n'est pas possible aux militants paysans de quitter les coopératives parce qu'elles garantissent l'emploi sur place des agriculteurs ;

2) que le secteur coopératif est intégralement soumis aux lois du marché, ce qui l'amène fatalement à constituer un relais de l'exploitation des producteurs agricoles ou à disparaître.

En quoi ce débat concerne-t-il directement les travailleurs des entreprises industrielles ou de services ?

III - 5) A plus long terme, le développement du contrôle ouvrier crée dans l'entreprise une situation de double pouvoir inacceptable pour le système capitaliste.

En période de montée des luttes il débouche naturellement sur le problème du pouvoir ouvrier dans l'entreprise, c'est-à-dire sur l'autogestion. Les expériences actuelles de contrôle ouvrier ont-elles déjà, dans votre secteur, fait apparaître ce besoin ? Quelles actions nouvelles vous paraissent devoir accélérer cette prise de conscience ?

Toute expérience d'autogestion dans une entreprise se heurte à l'organisation générale de l'économie. Elle rend donc nécessaire une planification globale dans le cadre d'un Etat socialiste. L'expérience actuelle des luttes permet-elle de rendre claire cette nécessité pour les travailleurs ?

La pratique du contrôle ouvrier ouvre-t-elle aujourd'hui, des perspectives quant aux formes d'une planification socialiste et aux rapports entre les objectifs globaux de l'économie planifiée et les entreprises autogérées par les travailleurs ?

IV - Les luttes hors de la production

IV - 1) Comment développer les luttes sur le cadre de vie (logements, santé, équipements collectifs, aménagement rural et urbain, etc.). Comment s'est effectuée, d'après votre expérience, la jonction entre les batailles dans les entreprises et les batailles hors de l'entreprise, c'est-à-dire sur le cadre de vie ?

IV - 2) Quel bilan politique peut-on tirer de l'action à l'intérieur des conseils de résidents, associations de locataires, associations familiales, associations de parents d'élève, animation culturelle locale, comités de quartier, groupes d'action municipale ?

Ce type de regroupement dans le combat anticapitaliste préfigure-t-il l'union populaire nécessaire pour la prise du pouvoir ? A quelles conditions ?

IV - 3) Les luttes dans le domaine culturel (Maisons de jeunes, organismes de loisirs, bibliothèques d'entreprise, spectacles, etc.) vous paraissent-elles importantes ou négligeables dans l'offensive contre la puissance du capitalisme ? Qui doit mener ces luttes ? Sur un plan plus limité vous pa-

(Suite page IV)

Communiqué conjoint du P.S.U. et du Parti Congolais du Travail

Invitée par le Comité central du parti congolais du travail, une délégation du P.S.U., conduite par Serge Mallet, membre du B.N., a séjourné du 11 au 25 mars en République Populaire du Congo.

Après un premier contact avec le B.P. du P.C.T. à Brazzaville, la délégation a été successivement reçue par les Comités Révolutionnaires et les organisations populaires de la région de La Bouenza (complexe sucrier de Jacob, districts agricoles de Madimbo et de Monyandzé) et de la ville de Pointe-Noire, les organisations syndicales des mines de potasse de Holle, les conseils de gestion des entreprises nationales C.I.A.-Congo (ex-établissements Villegrain, récemment nationalisés) et de l'usine textile de Kinsoundi à Brazzaville. Partout la délégation a participé à de larges débats avec les militants congolais concernant aussi bien la situation internationale que la situation en France et en Afrique Centrale, s'est informée sur l'expérience du mouvement ouvrier congolais et a informé celui-ci de l'expérience et des positions de notre parti.

A l'issue de ce séjour, la délégation s'est entretenue pendant deux journées entières avec une délégation du P.C.T., composée des camarades N'Dalla, Premier Secrétaire du P.C.T., Noumazalaye, Deuxième Secrétaire du P.C.T. et coordonnateur de l'Economie et du Plan, et du capitaine Kimbuala N'kaya, membre du B.P. du P.C.T. chargé des relations internationales.

Les entretiens ont porté sur la situation internationale, la situation politique en France et en Europe occidentale, la situation en Afrique Centrale et l'activité des deux partis. A la suite de ces entretiens, ont été signés d'une part une déclaration commune que nous reproduisons ci-dessous, d'autre part un protocole d'accord réglant les relations fraternelles entre les deux partis.

La signature officielle des accords a eu lieu à la Vice-présidence du Conseil d'Etat à Brazzaville en présence des organismes de radio-télévision et de la presse congolaises et le communiqué final a été lu par le ministre de la Justice et de l'Information du gouvernement de la R.P. du Congo.

Le camarade Serge Mallet a ensuite répondu durant une heure aux questions posées par la télévision et la radio congolaises et ces émissions ont été reproduites durant deux jours par ces organismes. Le journal « Etumba », organe central du P.C.T. a également publié une longue interview de S. Mallet, ainsi que le texte intégral du communiqué commun.

Les délégations du parti socialiste unifié et du parti congolais du travail, réunies les 17 et 18 mars 1971 à Brazzaville, ont fait un large tour d'horizon de la situation internationale sous l'angle de la lutte du prolétariat et des forces anti-impérialistes mondiales contre le système capitaliste et impérialiste dominé par l'impérialisme américain.

Elles ont constaté que la période actuelle se caractérise par un développement général de l'activité révolutionnaire dans les pays capitalistes développés, notamment en Europe Occidentale. Les luttes sociales menées dans cette région du monde par la classe ouvrière, la paysannerie laborieuse et les autres catégories de travailleurs, prennent un caractère politique de plus en plus marqué et mettent en avant des mots d'ordre et des formes de lutte qui remettent directement en question la forme capitaliste des rapports de production.

A cette poussée populaire, les gouvernements capitalistes tentent de répondre par une accentuation de la répression sous toutes ses formes. Mais celle-ci n'a d'autre résultat que d'aiguiser la combativité révolutionnaire des masses et de la faire passer à un niveau politique supérieur mettant en cause le pouvoir d'Etat bourgeois.

L'après-guerre immédiate avait connu une progression générale des mouvements de libération nationale des peuples coloniaux et dépendants se traduisant notamment par la liquidation des vieux Empires coloniaux français, anglais, belge et hollandais et l'accession à l'indépendance politique de la plupart des pays colonisés d'Afrique et d'Asie. Cette phase n'a pourtant pu déboucher sur la pleine libération économique et sociale de ces peuples ; dans la plupart de ces Etats la bourgeoisie bureaucratique nationale a confisqué à son profit exclusif le pouvoir d'Etat, mais a constaté qu'elle ne pouvait le conserver qu'en s'appuyant sur les formes nouvelles de l'impérialisme mondial ; craignant les masses populaires, elle a bradé les richesses nationales aux intérêts des monopoles étrangers.

Depuis peu de temps néanmoins, la lutte anti-impérialiste est en train de prendre un nouveau tournant en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Dans certains de ces pays, des éléments patriotes de la bourgeoisie nationale, sous la pression des masses populaires, cherchent à compléter la libération nationale sur le plan économique. C'est dans cette perspective que s'inscrivent notamment les nationalisations intervenues récemment dans divers pays d'Amérique latine, et le combat engagé contre les pôles pétroliers impérialistes par les pays producteurs de pétrole, notamment en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. L'avenir de ces luttes dépend étroitement de la capacité des masses populaires à les prendre en charge et à les conduire à leur terme, en dépit des hésitations des éléments patriotes de la bourgeoisie nationale.

Les luttes offensives de la classe ouvrière des pays capitalistes avancés et des forces populaires des pays du tiers-monde convergent en un courant général tendant à la destruction de l'impérialisme à l'échelle mondiale et l'établissement d'une nouvelle société dans laquelle disparaîtront l'exploitation et l'oppression. La juste lutte menée par les masses populaires contre l'impérialisme international ne doit souffrir d'aucune entrave d'où qu'elle vienne ; cette lutte est totale.

C'est dans la liquidation totale de l'impérialisme que réside la garantie des conquêtes socialistes réalisées dans le monde depuis la Révolution d'Octobre 1917.

Les deux délégations ont particulièrement salué la lutte héroïque des peuples vietnamien, laotien et cambodgien sous la conduite du Parti des Travailleurs du Vietnam, créé par Ho Chi Minh, du Front de libération nationale du Sud-Vietnam, du Front patriotique Lao (Neo Lao H Aksat), et du Front uni national du Kampuchéa (Front Khmer). Ces peuples qui supportent vaillamment le poids principal de la machine de guerre impérialiste ouvrent la voie à de nouvelles victoires du mouvement révolutionnaire mondial. Dans leur lutte, les

peuples d'Indochine doivent pouvoir compter sur le soutien total des forces progressistes mondiales, et plus particulièrement des pays socialistes d'Europe et d'Asie. Les deux délégations se sont réjouiées de l'attitude résolue du parti et du peuple chinois affirmant leur intention de s'opposer par tous les moyens à une nouvelle escalade des fauteurs de guerre américains et de leurs complices de Saïgon.

Le peuple palestinien mène une lutte difficile contre l'expansionnisme sioniste et les monarchies féodales arabes, également agents de l'impérialisme international. La lutte nationale révolutionnaire du peuple palestinien a pris au cours de ces derniers mois un caractère socialiste et internationaliste qui dresse contre lui toutes les forces réactionnaires du Moyen-Orient ; mais elle a permis et permettra toujours plus le développement du courant révolutionnaire dans cette région du monde d'une grande importance stratégique.

Les deux délégations s'opposent vigoureusement à toutes les pressions et à tous les chantages qui visent à désarmer militairement et politiquement la résistance palestinienne. Celle-ci ne doit en aucun cas faire les frais d'un compromis réalisé au niveau des grandes puissances.

La délégation du P.S.U. a fait part à la délégation du parti congolais du travail de son analyse sur la situation économique et politique en France. Selon elle, celle-ci est caractérisée fondamentalement par deux aspects :

1) Les contradictions au sein de la bourgeoisie française, contradictions qui passent à l'intérieur de la majorité gouvernementale et du gouvernement lui-même, mais ne sont que le reflet de la profonde crise structurelle du capitalisme français.

2) Le développement et l'approfondissement de la lutte des classes depuis Mai 1968, développement se traduisant par la multiplication des conflits sociaux, l'extension de ceux-ci à de larges couches de la paysanne-

rie et à des secteurs salariés jusqu'ici marqués par l'idéologie petite bourgeoise, et approfondissement marqué par le niveau politique de plus en plus élevé des luttes ouvrières, la mise en cause du système capitaliste par les prises de contrôle directes de la classe ouvrière sur l'organisation du travail et des rythmes de production, la lutte contre le système de hiérarchie dans l'entreprise, et aussi par l'utilisation de formes de lutte rejetant la légalité bourgeoise, occupations des usines, séquestrations de patrons, etc.

Ces contradictions politiques et sociales amènent le capitalisme français à osciller sans cesse entre une orientation néo-capitaliste, cherchant à intégrer les organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière dans une politique de « participation » au mode capitaliste de production et une orientation fascisante utilisant la répression policière comme moyen principal de gouvernement.

La dualité de ces deux politiques empêche l'une et l'autre d'aboutir pleinement. La classe ouvrière des secteurs avancés a rejeté les « contrats de progrès » et empêche les directions syndicales réformistes de conclure une « solution négociée » de la lutte de classes.

Le mouvement révolutionnaire a su résister efficacement à la répression, et répondant à la violence policière par la violence révolutionnaire dans les usines et dans la rue contraint souvent le pouvoir et ses « forces de l'ordre » à reculer.

Les conditions sont donc créées pour le développement d'un puissant mouvement politique de masse, se formant directement à partir des luttes sociales et entraînant la majeure partie des travailleurs dans l'action révolutionnaire pour la liquidation du système capitaliste.

Mais ce mouvement est encore freiné par la persistance des illusions réformistes et électoralistes dans une fraction importante de la classe ouvrière française.

La lutte contre « l'économisme » (déviation droitiste de l'action syndicale limitant celle-ci à l'action sur les salaires) et contre l'opportunisme électoral, liant le mouvement ouvrier à des formations centristes et créant l'illusion d'une « voie moyenne » entre capitalisme et socialisme conditionne le passage de la lutte sociale à l'action politique révolutionnaire.

La délégation du P.S.U. a expliqué à la délégation du parti congolais du travail ses efforts pour réaliser l'unité du mouvement ouvrier sur la base des principes du marxisme-léninisme adaptés aux conditions concrètes de son pays. Mais l'unité du mouvement ouvrier et révolutionnaire n'a de sens que si elle permet de conduire la classe ouvrière à l'offensive, et non à l'engluier dans une « coexistence pacifique » interne avec les forces du grand capital. C'est dans cette perspective que le parti socialiste unifié, fort des luttes victorieuses menées ces derniers temps par ses militants ouvriers et paysans, continuera de proposer aux autres forces ouvrières et notamment au P.C.F., l'unité d'action du mouvement socialiste et ouvrier. La délégation du P.S.U. a enfin fait part à la délégation du P.C.T. des efforts de son parti pour renforcer son enracinement dans les entreprises et le caractère prolétarien du parti par les Assemblées « Ouvriers et Paysans ».

Fidèle à sa ligne politique de non ingérence dans les affaires des partis des autres pays, le P.C.T. remercie le P.S.U. de lui avoir fait part de son analyse de la situation en France. Le P.S.U. et le P.C.T. ont envisagé les problèmes spécifiques de la lutte à mener en commun contre les séquelles du vieux colonialisme français et les formes nouvelles des tentatives d'hégémonie du capitalisme français.

Les deux partis appuient pleinement la lutte nationale des peuples des Antilles et de la Guyane, de la Réunion et des autres territoires encore sous la coupe du colonialisme français.

Ils s'opposent avec véhémence aux interventions directes des forces armées françaises dans la vie politique intérieure des nations africaines ayant accédé à l'indépendance politique.

Les deux partis se déclarent par ailleurs convaincus de la nécessité de compléter l'indépendance politique par la libération économique et s'engagent à tout faire pour permettre la réalisation de cette deuxième phase de la libération nationale.

De façon générale, en Afrique Centrale les positions dominantes de l'impérialisme qui exploitent et oppriment les larges masses populaires sont clairement matérialisées.

Le colonialisme portugais retardataire et agressif, aidé par la minorité blanche, raciste de Rhodésie et d'Afrique du Sud et par les puissances de l'OTAN imposent une guerre atroce aux peuples angolais, mozambiquais et guinéen qui luttent par les armes pour la conquête de l'indépendance de leur pays. Ce colonialisme retardataire et agressif a toujours perpétré des crimes à l'encontre des populations frontalières de la République Populaire du Congo, révolutionnaire, et il rêve d'entreprendre une agression de grand style contre la République Populaire du Congo.

Dans d'autres pays déjà indépendants, les masses populaires tour à tour bernées par les bourgeoisies bureaucratiques nationales et exploitées par les entreprises économiques capitalistes étrangères sont en train de s'éduquer par la négative et d'affermir leur prise de conscience révolutionnaire. Déjà des luttes sont menées et elles vont acquérir une ampleur et une intensité nouvelles directement proportionnelles au degré de concentration des travailleurs des villes et à l'augmentation des activités de l'économie marchande en milieu rural. Dans chaque pays, l'orientation et l'organisation de ces luttes sont fonction de la capacité de l'Intelligentsia révolutionnaire de mobiliser toutes les couches laborieuses et patriotiques, et du degré d'unité de l'Intelligentsia avec lesdites couches.

En République Populaire du Congo, le parti congolais du travail en définissant clairement l'étape actuelle de la révolution et la stratégie conséquente a permis une cohésion plus grande de tous les patriotes autour du parti congolais du travail pour une lutte résolue contre l'exploitation capitaliste et les vestiges de la féodalité.

Dans cette étape, le colonialisme traditionnel et le néo-colonialisme continuent d'occuper les positions dominantes dans l'économie du pays exerçant ainsi une pression politique qui freine la lutte révolutionnaire.

Mais le développement de la conscience politique des masses a permis à la révolution de commencer à s'attaquer directement aux entreprises les plus monopolistiques.

En effet, la classe ouvrière congolaise prend de plus en plus conscience de ses responsabilités et de son rôle historique à bâtir une société nouvelle; elle participe à la gestion des entreprises nationales, elle est à l'avant-garde des milices populaires pour l'unité nationale.

Tous ces succès des masses laborieuses congolaises dans la lutte de libération nationale sont un grand encouragement pour les autres peuples d'Afrique. Cette valeur d'exemple de la révolution congolaise la désigne comme la cible principale de l'impérialisme en Afrique Centrale.

Les deux délégations du P.S.U. et du P.C.T. ont constaté la parfaite identité de vues existant entre les deux partis sur tous les grands problèmes posés au mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial.

Les échanges de vues qu'elles ont eus sur l'expérience des deux partis travaillant dans des conditions différentes ont montré la nécessité de renforcer leurs relations fraternelles.

Les deux délégations, après avoir constaté la concordance de leurs vues historiques et politiques sur beaucoup de problèmes ont décidé d'organiser la coopération permanente des deux partis, de se prêter une aide mutuelle dans leur lutte commune contre le colonialisme et l'impérialisme, et de se consulter systématiquement sur l'ensemble des problèmes d'intérêt commun, et notamment sur les relations au sein du mouvement ouvrier international.

Résolution de la D.P.N. concernant les élus du Parti

La D.P.N. du P.S.U., réunie les 27 et 28 mars 1971, adresse son salut aux militants qui viennent d'être élus dans les Conseils municipaux, à la fois par la confiance d'une majorité des travailleurs et par délégation du Parti.

Elle tient à rappeler le rôle des élus municipaux du P.S.U., tel qu'il a été défini au Conseil national de juin 1970 et maintes fois rappelé depuis. Tout en y tenant loyalement les engagements collectifs qui ont été pris lors de la constitution des coalitions électorales, les élus du P.S.U. doivent préserver toutes les possibilités de leur expression autonome. Ils se considèrent au sein des conseils municipaux comme les délégués du mouvement révolutionnaire et avant tout comme les porte-parole des travailleurs en lutte, des lycéens et des étudiants, des jeunes, des mal-logés, des ouvriers immigrés et, en général, et de manière prioritaire, de la partie de la population qui mène le combat contre le capitalisme.

Les élus du parti constituent un groupe autonome auquel peuvent être associés les sympathisants. Ces groupes sont placés sous la responsabilité des instances régulières du parti, locales, fédérales, régionales et nationales, aussi bien en ce qui concerne l'aide technique et l'appui politique, qu'en ce qui concerne le contrôle. Les groupes P.S.U. doivent mettre en œuvre, à leur mesure, les initiatives d'action et les campagnes qui sont décidées par le parti, et contribuer, grâce aux moyens municipaux dont ils disposent, à une véritable pédagogie de l'action de masse anticapitaliste.

Aucune solidarité municipale, aucune préoccupation tactique ne peut prévaloir contre cette exigence. Si nos partenaires municipaux, le plus souvent majoritaires, ne respectent pas leurs engagements, c'est-à-dire si les rapports de force au sein du Conseil ne permettraient pas une telle politique, le groupe P.S.U. se verrait dans l'obligation de passer dans l'opposition.

Chaque municipalité dirigée par des camarades du parti doit proclamer, chaque fois que l'occasion s'en présente, sa solidarité avec toutes les luttes anticapitalistes, et mettre à leur service tous les moyens dont elle dispose pour faire connaître ces luttes, les soutenir matériellement, les aider à s'organiser et à prendre de l'ampleur. Chaque municipalité dirigée par les camarades du parti doit se fixer aussi pour tâche de développer une démocratie aussi complète que possible auprès des travailleurs et des associations locales qui encadrent leurs revendications: comités de quartier, offices publics, associations d'usagers des équipements collectifs, etc.

La presse du parti, et en particulier **Tribune Socialiste**, a pour obligation de populariser ces actions de nos élus.

La D.P.N. décide par ailleurs de renforcer l'impulsion et la coordination de l'action des élus du parti. En conséquence:

1° Elle confirme les fonctions d'une Commission nationale d'action locale, municipale et régionale, chargée de cet objectif prioritaire;

2° Elle demande que cette commission renforce les interventions d'un service des élus, soit interne au parti, soit en collaboration avec des organisations extérieures proches de nos positions;

3° Elle convoque pour les 5 et 6 juin prochains, une Conférence nationale des élus du parti, afin de mieux préciser les rôles qui leur sont impartis, et d'actualiser la position du parti sur une question technique à définir;

4° Elle estime qu'une telle Conférence devra être réunie au moins une fois par an, avec chaque fois ce double ordre du jour comportant une mise au point politique générale et l'étude d'un dossier technique particulier. Elle rappelle d'ailleurs qu'un engagement a été pris lors du Conseil national de Rouen: « tous les groupes municipaux du P.S.U. devront tirer un premier bilan de leur action, après un an de mandat ». La rencontre de 1972 pourra être consacrée à l'examen collectif de ces bilans. □

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h; samedi de 9 h à 13 h

VOUS PROPOSE

SUR LA COMMUNE DE PARIS

- La guerre civile en France, K. MARX 3,85 F
- Histoire de la Commune de 1871, P.O. LISSAGARAY 9,90 F
- La Commune: Histoire et souvenirs,
Louise MICHEL, 2 vol. 11,80 F
- Les 31 séances officielles de la Commune de Paris 15,00 F
- Les Communards, AZAMA et WINOCK 7,50 F
- Paris libre: 1871, J. ROUGERIE 8,00 F

Disques

- A l'assaut du ciel — La Commune de Paris:
Musique de J. KOSMA, texte de Henri BASSIS,
1 disque 33 t. 25,50 F
- La Commune en chantant, MOULOUJJI, A. MESTRAL
Francesca SOLLEVILLE, etc., 2 disques 30 cm 35,00 F

SUR LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

- Le Parti Communiste Français, A. BARJONET 16,50 F
- Les communistes français, A. KRIEDEL 8,00 F
- La bolchevisation du P.C.F. (1923-1928), JEDERMAN 8,70 F
- Le P.C.F. et la question coloniale (1920-1965),
J. MONETA 18,10 F
- Les quatre premiers congrès de l'Internationale
communiste 15,00 F
- Moscou sous Lénine (1920-1924), A. ROSMER, 2 vol. 11,80 F
- L'Internationale communiste, D. DESANTI 25,75 F

Bon de commande à adresser à: TRIBUNE SOCIALISTE

54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e)

C.C.P. 58.26.65 - Paris

Paiement à la commande

(Suite de la page I)

rait-il intéressant d'utiliser le spectacle, le film, le cirque, les marionnettes comme autant de moyens d'action politique ?

IV - 4) Questions relatives aux femmes :

Les femmes vivent des situations diverses : femmes au foyer, femmes en entreprises, femmes de paysans. La lutte révolutionnaire contre le capitalisme doit aussi résoudre les problèmes de ces femmes.

Ces problèmes doivent bien sûr être posés en termes de lutte de classe pour permettre aux femmes de s'insérer dans les luttes globales, mais il est important et urgent de se poser des questions spécifiques à ce sujet :

● la femme a-t-elle des moyens d'expression autonomes pour contester sa situation ?

Peut-elle s'exprimer dans le contexte légal ? Et dans un autre contexte ?

● l'antagonisme : sexe fort - sexe faible est-il un mythe ou une réalité ? Quel sens cela a-t-il dans votre entreprise et dans votre vie quotidienne ?

● les perspectives d'une révolution socialiste modifieront-elles les rapports hommes-femmes en tant que rapport exploités-exploités ? Aideront-elles à son émancipation ?

● comment les aspirations des femmes à leur libération peuvent-elles être reprises en termes de lutte politique ?

● quels sont les moyens concrets qui pourraient permettre à la femme de s'insérer à part entière dans le développement du mouvement révolutionnaire : expression, formation, responsabilité.

V - Parti et mouvements de masse

V - 1) Où sont les travailleurs combattifs ? Où se trouvent ceux qui ont pris politiquement conscience ? Les uns et les autres dans les syndicats ? Ou bien les premiers dehors, et les seconds dedans ? Que doivent faire les militants du parti révolutionnaire ? Comment doivent-ils travailler à politiser les uns et proposer le combat aux autres ?

Que doivent-ils faire pour cimenter la solidarité d'une zone à l'autre, d'une région à l'autre, des zones sous-développées aux zones en pleine croissance ?

V - 2) Nous condamnons « l'idéologie de la négociation ». Or, il semble impossible à la classe ouvrière, à la classe paysanne de se battre dans la société capitaliste sans jamais rien négocier. Quand on refuse « la paix sociale », quand c'est le pouvoir lui-même que l'on conteste, de fait le mouvement des masses devient politique. Les négociations sans lutte et ne représentant pas l'armistice nécessaire dans un conflit, quand il ne se généralise pas, ne sont pas admissibles. Existe-t-il des négociations admissibles ? Comment éviter la simple traduction des revendications en termes d'avantages de salaires ou de droits législatifs ?

Au-delà du salaire, les droits des travailleurs, les compétences des institutions qu'ils ont imposées et qu'ils imposent encore peuvent-ils être l'objet de négociation ? Sinon, comment maintenir de manière durable un rapport de forces ? Si oui, à quelles conditions ?

V - 3) Dans quelle mesure les militants révolutionnaires ayant participé activement à une lutte doivent-ils se sentir concernés par sa conclusion et impliqués dans la tâche d'explication de ses résultats aux travailleurs ?

V - 4) Comment peut-on aller dans le sens de l'organisation autonome des travailleurs et faire craquer les formes d'organisation dépassées ? Vous semble-t-il que les assemblées de travailleurs puissent prendre une forme permanente ? Dans quelles conditions ?

Comment peut s'opérer la nécessaire centralisation politique entre les différents secteurs de luttes ?

Comment les militants les plus conscients sur le plan politique peuvent-ils contribuer dans ce cadre à la centralisation et au dépassement des luttes ? Comment leur intervention est-elle compatible avec l'autonomie effective de la classe ouvrière et sa libre détermination démocratique du mouvement des masses ?

Comment s'exprime pratiquement, à ce niveau, la différence de conception entre un état-major politique des luttes et un parti conçu comme la réflexion et la conscience collective du mouvement ouvrier ?

En quoi les relations entre cette avant-garde politique et le mouvement des masses peuvent-elles préfigurer la nature de son rôle dans la future société socialiste ?

VI - Dictature du prolétariat et mouvement politique de masses

VI - 1) Conformément au mandat donné par le dernier Conseil national, le rapport évoque la dictature du prolétariat.

Le stalinisme a jeté sur cette notion un large discrédit en dénaturant son sens et sa portée. Il convient donc de la préciser.

Pour certains, le prolétariat se confond avec les pauvres, pour d'autres avec les couches marginales que Marx appelait le sous-prolétariat. Au congrès de Dijon, le P.S.U. a retenu ce terme pour avoir une définition large des travailleurs exploités et opprimés, engagés dans le processus de production. Rencontrez-vous à ce sujet une difficulté d'explication politique ? Comment la surmontez-vous ?

Quelle dictature ? Quelles sont les formes d'organisation du prolétariat qui permettent de garantir que la dictature du prolétariat ne dégénérera pas en dictature de type stalinien ? Quels seront les moyens à mettre en œuvre pour consolider la victoire de la classe ouvrière, notamment sur le plan de la défense intérieure et extérieure de la société socialiste ? Finalement, quelle expression et quelle explication publique faut-il donner sur ces différents points ?

VI - 2) Si, pour nous, le problème de l'unité se pose à travers les assemblées et leurs délégués, il reste à vaincre des obstacles idéologiques primordiaux : ils existent dans la classe elle-même sous la forme de l'acceptation passive de la domination capitaliste, l'individualisme, mais aussi le réformisme, quel que soit son masque, par exemple le P.C.F.

Que faire pour écraser ces expressions diverses de l'idéologie adverse ? Dans ce cadre, quel sens donner au « front unique » ? Mais l'unité doit dépasser l'entreprise ; en priorité, il faut unifier ouvriers et paysans prolétariés. Au-delà des objectifs déjà définis, comment résoudre les contradictions secondaires, ou tout simplement le décalage dans la compréhension de la lutte politique de classe ?

VI - 3) Comment vous posez-vous

le problème des alliances de classes ? Passent-elles principalement, comme le pense le P.C.F., par les accords entre organisations (politiques, syndicales, etc.) ? Ou cette unité peut-elle s'organiser de manière permanente à partir de la jonction des luttes menées par les différentes forces sociales ? Comment concevez-vous les formes du mouvement politique de masse ?

VI - 4) Comment insérer le problème de la décentralisation, des régions et du régionalisme dans la lutte contre l'Etat capitaliste ? Quelle doit être notre attitude devant des mouvements régionalistes ayant une audience de masse, attaquant l'Etat centralisé mais sans le faire sur la base d'un choix de classe très clair ?

VI - 5) Dans l'expérience quotidienne des luttes, comment les travailleurs ressentent-ils l'évolution de l'impérialisme ?

Comment la nouvelle organisation capitaliste s'appuie-t-elle sur les trusts multinationaux pour s'opposer au développement des luttes ? (exemple : Air liquide, Pirelli-Michelin...) ? Comment les rivalités entre les pays impérialistes (U.S.A., France...) se traduisent-elles dans les conditions de lutte que rencontrent les travailleurs dans leurs entreprises ?

Comment la crise actuelle des systèmes sociaux en Europe orientale (notamment en Pologne) est-elle ressentie dans les entreprises ? Quelles perspectives ouvre-t-elle pour une meilleure définition et une meilleure compréhension des problèmes posés par le développement politique des luttes ?

Quelles perspectives cette évolution du capitalisme et des systèmes sociaux en Europe orientale ouvre-t-elle pour la stratégie du mouvement ouvrier en Europe ?

Vous paraît-il possible, dans votre région, d'organiser des contacts entre travailleurs des mêmes branches à travers l'Europe ? Apparaît-il déjà des objectifs de luttes définis à la dimension européenne et permettant des grèves simultanées et des actions de contrôle ouvrier par exemple ?

VII - La transition vers le socialisme

VII - 1) Notre projet socialiste ne peut se limiter à des mots d'ordre stratégiques ou organisationnels. Dans quelle mesure notre propagande peut avoir, notamment, pour but de montrer concrètement et par des exemples précis en quoi le socialisme changera les conditions quotidiennes de vie des travailleurs et présenter les grands traits de la société pour laquelle nous luttons ; par exemple : le statut de la terre et du sol urbain sous un régime socialiste ; les grands traits d'un système d'information qui permette une véritable communication entre les différentes forces sociales ; le rapport entre une planification efficace et l'innovation, la création dont toute société a en permanence besoin ?

VII - 2) Prenons un exemple précis pour notre travail d'explication politique :

Le vieux mot d'ordre du mouvement ouvrier « nationalisation sans indemnité ni rachat » correspond à la revendication d'un contrôle total de la collectivité sur les grandes entreprises. Il repose sur une hypothèse optimiste sur le rapport de forces national et international.

Faut-il, dans un souci de clarté politique, affirmer des intentions dont la réalisation est incertaine, ou faut-il, par souci de loyauté et de démocratie, faire savoir, par exemple, que la question des indemnités dépend seulement du rapport de forces ?



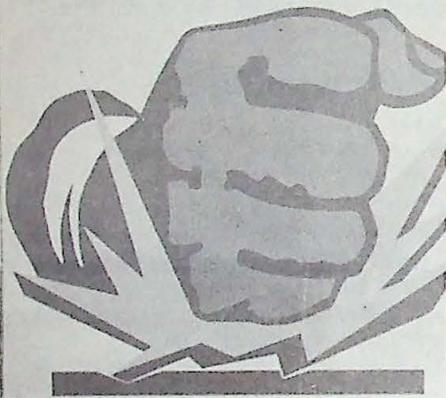
Commandes à TRIBUNE SOCIALISTE
54, bd Garibaldi, Paris-15^e - SUF. 19-20
par 25 exemplaires - le numéro 1,50 F
C.C.P. 58.26.65 Paris

Un signe parmi d'autres : la majorité des manifestants français provenait de l'Aisne, de la Somme, de l'Eure, etc., fiefs des gros paysans céréaliers et betteraviers qui sont en définitive les bénéficiaires de l'accord qui vient d'être signé à Bruxelles à l'issue de l'émeute. Ceci n'est pas nouveau et démontre nettement qu'une bataille uniquement basée sur des revendications professionnelles ne profite nullement aux petits ou moyens paysans écrasés par le capitalisme.

Dans ce sens, on peut dire que la manifestation de Bruxelles, malgré son ampleur et sa fin tragique, n'a pas fait avancer d'un pouce l'analyse par des agriculteurs de leur place exacte dans une société qui désire leur mort.

Elle n'a nullement développé la prise de conscience de la nécessité d'une lutte de classes au sein du monde rural, d'une alliance avec les ouvriers pour transformer ce système où les deux catégories se trouvent exploitées par le même capitalisme. □

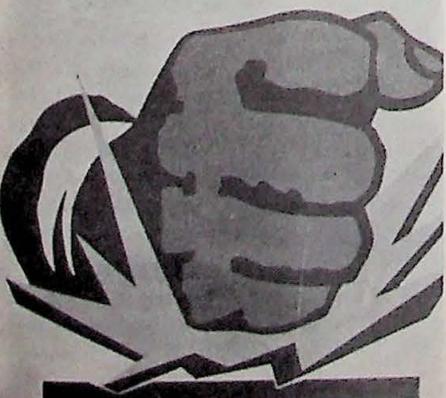
So kann es nicht weitergehen



So kann es nicht weitergehen



So kann es nicht weitergehen



Plan Mansholt

"Adieu, veaux, vaches, cochons..."

Pendant que les agriculteurs belges et européens manifestaient leur mécontentement à la politique agricole commune, les six ministres de l'agriculture et M. Mansholt négociaient la relance de l'Europe verte. Il s'agissait pour eux, non seulement de calmer les agriculteurs, mais surtout d'accélérer l'intégration de l'agriculture dans le mode de production capitaliste que l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun rend plus pressante.

Il y a deux ans, M. Mansholt avait présenté un plan visant à la rationalisation capitaliste de l'agriculture. Rappelons :

- inciter 5 millions d'agriculteurs au départ de la terre ;
- créer des exploitations rentables (traduire capitalistes) qui seules bénéficieraient des aides publiques ;
- diminuer sinon maintenir le niveau des prix agricoles pour abaisser la part relative des produits alimentaires dans le coût de la force de travail ;
- réduire les coûts de soutien au marché et faire jouer la concurrence pour adapter l'offre à la demande ;

● enfin, mesure complémentaire de la précédente, « geler » des terres agricoles (geler veut dire : mettre en réserve) par boisement par exemple, pour favoriser la limitation de la surface agricole, donc de la production.

Telles étaient les mesures prévues par le plan Mansholt.

Les conséquences d'une telle politique sont claires :

● développement d'une « agriculture » capitaliste qui sera systématiquement favorisée (comme c'est déjà le cas) ;

● paupérisation des agriculteurs techniquement en retard, qui constitueront un réservoir de main-d'œuvre pour le capitalisme ;

● prolétarianisation de plus en plus grande des agriculteurs qui ne partiront pas et dont les réserves financières sont faibles. Ils seront obligés d'accepter un contrôle plus étroit de firmes agro-alimentaires.

L'accord intervenu sur l'augmentation des prix agricoles et la modernisation de l'agriculture la semaine dernière à Bruxelles rentre bien dans ce cadre : seules les exploitations susceptibles de devenir rentables, capables de présenter un plan de modernisation en six ans, bénéficieront d'aide (bonification des taux d'intérêt, garantie pour les prêts contractés...). De telles exploitations représentent une infime minorité, mais en fait imposent leur loi au marché.

Les autres, c'est-à-dire les paysans travailleurs, sont condamnés soit à subir plus durement la loi des firmes agro-alimentaires s'ils restent à la terre, soit à s'exiler. Comme le soulignait M. Mansholt « cette mutation des exploitations agricoles entraînera une accélération des départs » qui seront théoriquement facilités par des mesures d'encouragement aux mutations professionnelles et la généralisation de l'indemnité viagère de départ. Cette mesure présentée comme la panacée universelle ne peut rien résoudre. L'Etat ne peut pas fournir des emplois dans les ré-

gions qu'il transforme en déserts, et à supposer même qu'il le fasse, ce n'est pas cela qui résoudra le problème de la mainmise accrue du capitalisme sur l'agriculture.

Quant aux augmentations de prix dont le but évident est de calmer temporairement les agriculteurs, et de maintenir la hiérarchie des prix en faveur de l'agriculture capitaliste (hausse du prix des céréales qui seule est garantie du fait de l'organisation des marchés) elles n'assurent pas le rattrapage sur les revenus des paysans travailleurs : l'augmentation uniforme des prix ne profite qu'à ceux qui produisent le plus.

Aussi, malgré la satisfaction évidente des organisations professionnelles (FNSEA, CDJA) à ce nouvel accord, les agriculteurs continueront à revendiquer pour de meilleures conditions de travail et une revalorisation de leur revenu.

Comme ils tentent de le faire de plus en plus ils engageront le combat vis-à-vis des firmes agro-alimentaires, du Crédit Agricole... et, comme le suggère un tract des agriculteurs de l'Ouest, ils placeront « leur espoir dans le combat commun de tous les travailleurs ». □

● Ce texte nous a été communiqué par la Commission Agricole du P.S.U.

Nos conditions de vie, ce sont en effet :

- 365 jours de travail par an ;
- un revenu souvent inférieur au SMIC ;
- l'insécurité de l'emploi pour les fermiers ;
- l'école au rabais...

A Nantes, des paysans ont apporté leur soutien aux ouvriers des Batignolles en organisant, à leur niveau, le ravitaillement en lait et légumes, aux prix de la production qui sont loin d'être ceux de la consommation.

Comme ces travailleurs, nous ne bénéficions que d'une faible partie du fruit de notre travail : les hausses à la consommation n'étant jamais répercutées intégralement à la production.

Extrait d'un tract de Loire-Atlantique

Feyzin

Où se rend la vraie justice ?

« T.S. » du 11 mars nous relatait la grève des travaux entreprise par les pompiers de la raffinerie de Feyzin, pour marquer leur refus des modifications de travail qu'on voulait leur imposer. La direction, après avoir cherché par tous les moyens (lettres d'avertissement, intervention du directeur de la main-d'œuvre...), de reprendre la situation en main, a finalement cédé aux revendications des pompiers :

- retrait des lettres d'avertissement,
- pas de surcharge de travail (les échantillonnages du laboratoire seront faits par les gardiens),
- majoration de 50 % des indemnités pour astreinte à domicile,
- jours de grève payés...

Seule l'action est payante !... Mais on pourrait se demander les raisons du recul précipité d'une

direction qui s'était montrée jusqu'à présent très dure face à tout mouvement, et cela plus spécialement depuis la grève des raffineries Elf de novembre 1969.

Le contrôle de Feyzin

Il n'est pas bon dans la région lyonnaise de faire de la publicité sur un mouvement qui a trait à la sécurité de Feyzin (et pour cause !...). Pour la direction, la presse locale est déjà trop bavarde sur les fumées de la torchère du steam, sur les rejets de SO₂ ou sur les bruits qui gênent la population environnante. Donc, il vaut mieux étouffer cette affaire de pompiers. Il y a en plus, de la part de la direction, un silence nécessaire pour faire admettre l'implantation d'un deuxième steam-cracking, et le démarrage prochain du F.C.C. (cracking catalytique), ce dernier ayant la particularité de faire beaucoup de bruit...

Le contexte ELF - ERAP

Personne n'ignore les démêlés que le groupe Elf-Erap a avec l'Algérie depuis que cette dernière a décidé de nationaliser ses ressources minières. Là aussi, la direction Elf-Erap n'apprécierait pas qu'on fasse publicité des problèmes (garantie d'emploi...) qui touchent ou vont toucher durement son personnel, alors que la presse unanime lui blanchit les mains sur le dos des Algériens.

Le groupe Elf-Erap voudrait bien en ce moment se faire oublier, ou tout au moins qu'on cache à l'opinion publique certains problèmes (tel l'avenir des 800 personnes d'Elf-Re concernées directement par l'affaire algérienne). Pour la direction Elf, tout marchandage est bon pour apaiser les inquiétudes ou le mécontentement des travailleurs. Ainsi à la dernière réunion intersyndicale des raffineries avec la direction Elf-Union, certains délégués (entre autres C.G.T...) ont promis d'assurer « un bon climat social » dans les raffineries Elf pendant un an, et cela pour une augmentation de cinquante francs de la prime de logement ! Tout s'achète dans le système capitaliste... mais les travailleurs Elf n'admettront pas que leurs délégués compromettent leur volonté d'action... et, si c'est nécessaire, ils feront d'autres grèves (malgré les engagements des délégués !)

Alors que se termine un conflit sur la sécurité à Feyzin, un autre dossier se ferme : celui de la ca-

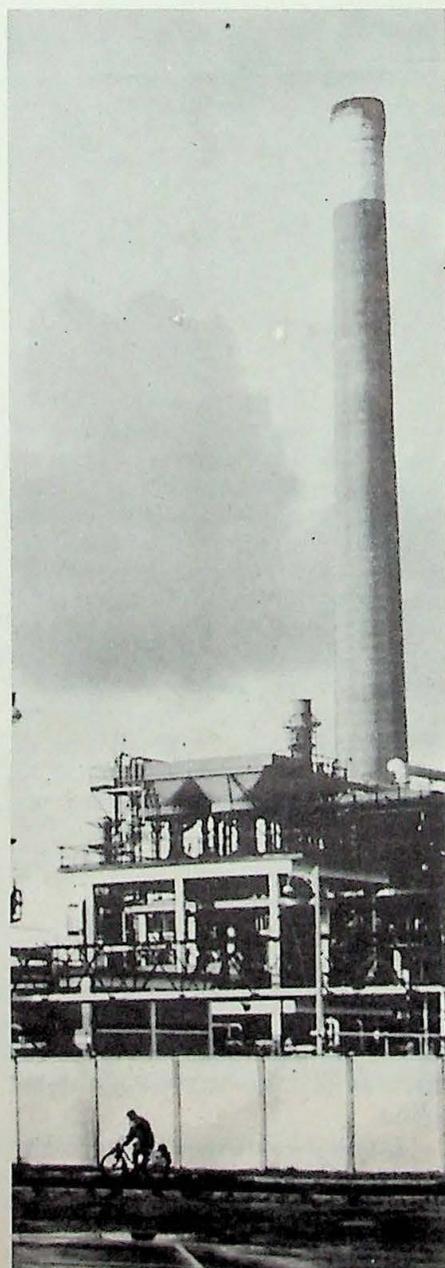
tastrophe du 4 janvier 1966 qui a fait dix-huit morts et quatre-vingt deux blessés. La cour d'appel de Grenoble (le vingt-cinq mars dernier) a profondément réformé le jugement prononcé le 28 avril 1970 par le tribunal correctionnel de Vienne. Alors qu'en première instance, les cinq prévenus en cause avaient tous été déclarés coupables et condamnés à des peines de prison avec sursis (M. Delapalme, P.D.G., 6 mois ; M. Berthelot, directeur, un an ; le colonel Pierret, commandant des pompiers de Lyon, un an ; M. Dechaumet, aide opérateur, huit mois ; M. Fossey, agent de sécurité, huit mois), la cour d'appel vient de prononcer la relaxe pour les trois premiers, et retient uniquement des fautes pénales pour les deux derniers.

C'est le lampiste qui paie

Dans son arrêté, la cour d'appel de Grenoble va même jusqu'à préciser que les deux ouvriers de la raffinerie ne sont pas seulement responsables d'une seule victime (l'automobiliste qui provoqua l'inflammation du propane) comme l'avait reconnu le tribunal de Vienne, mais responsables de l'ensemble des victimes !... Cependant la cour de Grenoble est compréhensive (n'en déplaise à M. Tomasi...), et au lieu de huit mois (pour une victime) les deux accusés se retrouvent avec 15 jours de prison avec sursis (pour l'ensemble des victimes). Quelle belle logique !... De plus, la morale est sauve, puisqu'on demande quand même à la société Elf-Rhône-Alpes d'acquitter la totalité des sommes allouées aux parties civiles.

N'épilobons pas sur un tel procès scandaleux. La justice française, comme **justice de classe**, n'est plus à démontrer. Dans la catastrophe de Feyzin, il était difficile de remonter vers le haut pour cerner les responsabilités puisqu'on arrivait tout naturellement aux pouvoirs publics (et plus précisément au préfet lui-même...) ; il était donc plus facile de redescendre en cascade jusqu'au bas, et de punir ces « mauvais ouvriers » qui font des fautes professionnelles !

Si la direction Elf pense que ce procès a redoré son blason, qu'elle n'oublie pas que le rapport de forces se situe sur les lieux de travail, et que c'est là seulement que la vraie justice se rend... Hier, les pompiers de Feyzin l'ont prouvé, demain, peut-être le personnel d'Elf-Re le prouvera. □



Les fonctionnaires contre le pouvoir

On peut se demander qui des organisations syndicales ou du pouvoir aura été le plus surpris de la vigueur de la mobilisation des employés de la fonction publique lors de la manifestation de mardi dernier. 25.000 fonctionnaires dans l'austère rue de Rivoli, ce n'est pas habituel. Des milliers de fonctionnaires scandant « Giscard à Versailles ! Paris aux travailleurs ! » ; des intersyndicales CGT-CFDT regroupées derrière des banderoles : « Augmentation égale pour tous », cela l'est encore moins.

Tout cela traduit sans aucun doute une combativité nouvelle dans de larges couches de travailleurs de l'administration. Mais, malgré le slogan « Ce n'est qu'un début, continuons le combat », cette combativité peut-elle encore trouver un débouché de lutte ou va-t-elle à nouveau s'enliser ? Il s'agit de savoir maintenant si les directions syndicales sont décidées à exploiter le rapport de forces créé par une telle mobilisation. Leur attitude embarrassée dans le développement récent du mouvement ne permet pas de l'affirmer.

Depuis plusieurs mois, le gouvernement ne faisait pas mystère de sa volonté d'obtenir dans la fonction publique la signature par toutes les organisations syndicales d'une « convention salariale » pour 1971. Mais, en fait, les négociations traînaient en longueur jusqu'au 3 mars où le pouvoir lance un ultimatum : son projet de convention doit être accepté avant le 10 mars.

A nouveau, le piège contractuel

La « convention » proposée est à l'évidence un marché de dupes :

- En matière de pouvoir d'achat, l'amélioration des traitements pour 1971 est de 5,7 % dont 2,50 % au 1^{er} novembre, alors que les prix continuent d'augmenter de plus de 5 % par an. Le retard pris depuis 1968 par rapport au secteur privé en application de la politique de stabilisation est ainsi fortement aggravé.

- Le minimum de 1 000 F par mois n'est pas acquis pour tous les agents, compte tenu des « abattements de zone » en province.

- A part quelques mesures pour les catégories B (1), aucune amélioration particulière n'est accordée aux bas salaires. Rien non plus en ce qui concerne les retraites, le travail féminin, la durée du travail...

Les fédérations C.G.T. et C.F.D.T. dénoncent vigoureusement le chantage gouvernemental. Fait exceptionnel dans la fonction publique, elles organisent conjointement une large consultation du personnel en assemblées intersyndicales. Le 10 mars, toutes les organisations — qui s'étaient gravement divisées en 1969 face au contrat de progrès des catégories C et D — repoussent la convention ; une manifestation de plusieurs milliers d'employés se déploie de la rue de Lille (Malaud) à la rue de Rivoli (Giscard...).

Hésitations syndicales...

Selon la C.F.D.T., « l'action a déjà commencé », mais « nous devons tous nous sentir mobilisés et prêts à répondre aux mots d'ordre de nos organisations ». La C.G.T. exalte, pour sa part, « l'action unie », mais celle-ci, à quelques jours des municipales, devient surtout l'affaire de « l'union démocratique ». Après le second tour, le mot d'ordre de manifestation est en

fin diffusé par les syndicats. Celle-ci est d'ailleurs reportée jusqu'au 30, et l'incertitude générale entretenue sur son enjeu : baroud d'honneur ou mobilisation en vue d'une réelle poursuite de l'action ? On ne parle plus guère d'assemblée générale que dans les tracts des « gauchistes »...

Au lendemain de la manifestation, plusieurs leçons doivent être tirées :

- Malgré son échec, le pouvoir n'abandonne pas son projet de généraliser une programmation des salaires, concertée par une collaboration Etat-syndicats. Mais les impératifs capitalistes de l'austérité budgétaire lui interdisent de payer le prix de l'adhésion des syndicats à une telle pacification sociale. La dégradation chronique du pouvoir d'achat, des conditions de travail, du « service » lui-même porte au contraire une atteinte sérieuse aux mythes jusqu'ici les plus tenaces chez les employés de l'Etat : sens du « service public », respect de la hiérarchie et de la division catégorielle, idéologie de la promotion individuelle... Or, les organisations syndicales qui, par leur pratique corporatiste et légaliste, ont souvent contribué à renforcer cette emprise idéologique, se trouvent souvent en porte-à-faux. La C.F.D.T. et la C.G.T. doivent à la fois répondre à l'offensive contractuelle du pouvoir et à une pression revendicative inhabituelle, notamment parmi les « catégories d'exécution ». Cette situation se révèle propice à la radicalisation d'un milieu, trop souvent jugé en bloc « non combatif », alors que, dans ses couches les plus larges, il se trouve déjà engagé dans la voie d'une prolétarianisation et d'une crise idéologique avancée. Avait-on déjà vu, comme il y a quelques semaines aux Finances, tout le personnel d'un service manifester sous les fenêtres du ministre et obtenir la réintégration d'une contractuelle, licenciée pour « maternité intempes-tive » ?

- Par ailleurs, le recours aux assemblées générales répondait à des préoccupations bien limitées. Tactiquement, c'était le moyen de sortir la tête haute d'une négociation où les syndicats s'étaient engagés à froid, sans mobilisation préalable. Sur un plan plus général, c'était aussi se conformer au nouveau cours de la C.G.T. : « unité » et « démocratie syndicale »... Mais ces principes correspondent à des aspirations trop profondes pour qu'il soit toujours possible de leur conserver un caractère purement platonique. Avec les assemblées intersyndicales, un précédent est créé, premier pas franchi

vers des assemblées de tout le personnel, premier apprentissage de formes nouvelles de décision et d'action.

A cet égard, un acquis décisif du mouvement en cours est que, pour la première fois, l'intervention des militants révolutionnaires a su s'insérer de façon permanente et ordonnée dans l'action.

A Rivoli, dès le début de mars, le P.S.U. et la Ligue Communiste lancent le mot d'ordre « pas d'augmentations hiérarchisées ; des points uniformes pour tous » qui trouve en assemblée générale (1 500 personnes) un écho massif, malgré l'intervention à contre-courant du P.C.F. qui tente de « dénoncer la démagogie ». La C.F.D.T. de bon gré, la C.G.T. de moins bon devront le reprendre dans la résolution finale. Lors de la manifestation du 10, les banderoles « des points uniformes » fleurissent tout au long du cortège...

Alors que les mêmes thèmes sont spontanément avancés dans chacune des administrations, la coordination P.S.U.-fonction publique avance des mots d'ordre largement unifiants :

- Une augmentation de salaire égale pour tous pour combattre la division des travailleurs entretenue par le pouvoir.

- L'incorporation de toutes les indemnités et primes dans le salaire de base.

- Une seule catégorie pour tous les travailleurs de la fonction publique, ce qui empêchera les oppositions entre catégories et la discrimination entre titulaires, contractuels, vacataires, auxiliaires, etc.

..Et radicalisation du mouvement

Enfin, au travail à la base mené en commun par les militants révolutionnaires répond, à la veille du 30 mars, une large concertation unitaire : employés de l'Education nationale, des

Affaires sociales, de l'Équipement, des Finances, des P. et T., de la Préfecture... militants du P.S.U., de la Ligue, de Révolution s'accordent sur les modalités de leur action et sur les mots d'ordre « augmentation égale pour tous » et « pas de négociations à froid ». Les formes concrètes de l'action unie des éléments les plus avancés et de leur intervention démocratique au sein des organisations syndicales s'enrichissent ainsi des acquis de l'expérience commune.

Cela, bien sûr, ne doit pas en dissimuler les limites actuelles. Nous avons pu concrètement éprouver notre audience lors des assemblées générales : elle est loin d'être négligeable. Des éléments jeunes de la C.G.T. sont sensibles aux objectifs anti-hiérarchiques, aux exigences de démocratie réelle, au refus de la négociation à froid... Des secteurs radicalisés de la C.F.D.T. (P. et T. notamment) ont joué un rôle actif à nos côtés tout au long de l'action.

Cependant, la poursuite de notre travail de sensibilisation pourrait bien rencontrer des difficultés nouvelles. Une vague de répression administrative se dessine à l'encontre des militants avancés. Une réaction antigauchiste s'organise au sein même des appareils syndicaux. Larvée dans les secteurs traditionnalistes de la C.F.D.T., elle prend parfois à la C.G.T. des formes directement répressives : agressions en cours de manifestation, mais aussi, ça et là, évictions discrètes de responsables syndicaux...

Au-delà des règlements de compte, ce sont, bien sûr, deux conceptions stratégiques qui s'affrontent, y compris à l'intérieur des syndicats. Encore confusément, une partie croissante des travailleurs de la fonction publique commence à en prendre conscience. □

(1) Personnel intermédiaire entre « l'encadrement » et « l'exécution ».

VIENT DE PARAÎTRE
Pour une critique
marxiste des sociétés
dites socialistes

SVETOZAR STOJANOVIC

CRITIQUE ET AVENIR
DU SOCIALISME

Collection "Combats" dirigée par C. Durand
un volume 20 F

SEUIL

Luttes ouvrières



Devanlay-Recoing

Les ouvrières fixent les cadences

Charmes. — Lorsqu'elles se mirent en grève, le 2 mars, la quasi-totalité des ouvrières (180 sur 200) de chez Devanlay-Recoing à Charmes (88) n'en pouvaient plus (1).

Les crises de larmes succédaient aux crises de nerfs, tant les conditions de travail dans cette bonneterie étaient inhumaines. Le curé de cette petite ville, patrie de Maurice Barrès, en convint dans son prêche dominical.

Des conditions de travail inhumaines

Les monitrices « sorties » du rang par la direction avaient plus d'égard pour les machines que pour les filles qui les utilisaient.

Les salaires liés à un rendement démentiel étaient très bas. En moyenne 4,25 F de l'heure.

Une couseuse, mère de trois enfants, exhibait à l'inspecteur du Travail sa fiche de paie de février. Au bas de celle-ci un chiffre : 382,16 F.

Comment effectuer dans de telles conditions un travail irréprochable ? La moindre malfaçon en-

trainait l'envoi, par la direction, d'une lettre de menace de licenciement.

Il en pleuvait chez Devanlay-Recoing avant le 2 mars !

Et ce n'est pas tout.

La fouille à la sortie des ateliers était monnaie courante ; la vie privée des employées faisait souvent l'objet de questions pressantes de la part des monitrices en blouses blanches.

Pendant plus de deux semaines de grève, les ouvrières, auxquelles se joignirent rapidement la majorité des quelques hommes chargés de l'entretien, luttèrent pour « que ça change », pour que leurs justes revendications aboutissent :

— un minimum horaire de cinq francs ;

— la suppression du lien salaire-rendement ;

— la garantie du salaire heure par heure.

Un combat de tous les jours

Ce fut en effet, un véritable combat. La direction utilisa, sans y nar-

venir, tous les moyens que lui donne la législation actuelle pour briser le mouvement, en divisant les grévistes ou en essayant de déconsidérer les responsables syndicaux.

C'est ainsi qu'elle n'hésita pas à entraver délibérément la liberté du travail en supprimant le car du service de ramassage Mirecourt-Charmes.

Elle cita en référé, aux fins d'expulsion, devant le tribunal de grande instance d'Epinal, Robert Hautz, délégué régional HA-CUI-TEX C.F.D.T. (2) et huit ouvrières grévistes coupables à ses yeux, d'occupation illégale du réfectoire de l'usine, où demeurait jour et nuit, un piquet de grève.

Un soir, le directeur du personnel, aidé par un gorille-maison, empoigna par la veste Robert Hautz, et le secoua si violemment que les ouvrières durent s'interposer pour éviter que celui-ci ne subisse un mauvais sort.

La direction envoya encore à chaque parent d'ouvrière-mineure une lettre par laquelle « Elle dégageait sa responsabilité vis-à-vis de votre enfant mineure lorsque cette dernière n'est pas effectivement au travail... »

A ceci, les parents répondirent par une question : « Pourquoi ma fille rentre-t-elle la moitié du temps de son travail en larmes ? »

Enfin, suprême menace. L'éventualité de la fermeture définitive de l'usine, si la grève continuait.

Une leçon qui ne sera pas perdue

Pendant les douze jours que dura le conflit, le mouvement ne faiblit pas.

Les gendarmes qui se trouvaient en permanence à la porte de l'usine, n'intimidèrent jamais les ouvrières et si le conflit prit fin le 18 après un vote à bulletins secrets, c'est que les grévistes estimèrent que le mouvement n'avait pas été inutile.

Le projet de protocole d'accord rédigé après de longues négociations, contenait quelques points positifs.

Toutes les revendications ne sont pas satisfaites, néanmoins la direction :

● s'engage à annuler les lettres de menace de licenciement ;

● étudie actuellement, la révision des grilles de salaire ;

● réajuste les salaires de février.

Le combat pour un travail décent se poursuit chez Devanlay-Recoing à Charmes.

La leçon de la grève ne sera pas perdue, chaque brimade dorénavant, entraînera une vive réaction.

D'elles-mêmes lors de la reprise du travail, les ouvrières ont décidé de fixer les cadences de production. Le tableau de contrôle des cadences qui étaient augmentées chaque jour a été retourné nez au mur !

Les ouvrières de chez Devanlay-Recoing « ne veulent plus être traitées comme du bétail ». Elles ap-

pliquent maintenant un nouveau principe : « à salaire minimum, travail minimum ».

Le P.S.U. n'est pas resté inactif durant ce conflit. Dans des tracts de popularisation de la grève, il s'est efforcé, avec succès, de faire avancer son mot d'ordre, de contrôler l'ouvrier sur les cadences.

Le P.S.U. organisa en outre des collectes en faveur des grévistes. □

(1) Créée en septembre 1969 cette usine appartient au groupe Levy, dont le siège est à Troyes. C'est ce même groupe qui ferma en septembre 1970 l'usine Boubon d'Epinal.

(2) Seul syndicat représenté dans l'entreprise.

Montpellier

Mammouth écrase ses salariés

Le Mammouth de Perols est la plus grande surface de la région de Montpellier : 10.000 m². Il est ouvert depuis le 15 janvier 1970.

Dès le début, de nombreux problèmes se posent aux travailleurs, en particulier celui du non-paiement des heures supplémentaires. Pour briser le mécontentement, la direction implante un syndicat indépendant. Les élections ont lieu, la C.F.D.T. et la C.G.T., qui présentent des candidats, n'ont pas leurs bulletins sur la table le jour du vote. Procès. Les élections sont cassées. On recommence. La C.G.T. fait 29 % des voix, la C.F.D.T. 31 %, les indépendants 40 %.

La première grève et la prise de conscience des travailleurs

Le personnel réclame un moyen de transport pour se rendre au magasin situé à 9 km de Montpellier, une cantine car il doit manger au self-service du magasin (qui lui revient trop cher), une revalorisation des salaires car, en 1970, il n'y a eu aucune augmentation. Le détonateur va être le licenciement sans raison d'un surveillant du magasin, adhérent C.F.D.T. (On venait d'en engager un nouveau trois semaines plus tôt.)

La section C.F.D.T. décide une grève d'avertissement d'une heure le samedi 20 février à 15 h. La C.G.T. donne son accord.

Le vendredi, la direction affiche que toute personne qui fera grève sera licenciée, aucun préavis n'ayant été déposé, etc. Le syndicat indépendant appuie ces bruits, le délégué C.G.T. prend peur et se retire du mouvement de grève. Le samedi matin, une camarade de l'U.L. C.G.T. vient et rallie de nouveau la C.G.T. au mouvement. Le personnel flotte mais le fait que C.F.D.T. et C.G.T. soient de nouveau d'accord le rassure.

La direction accepte, dans la semaine, l'ouverture de négociations.

Le personnel prend ainsi conscience de sa force et de son unité face à la direction.



Le syndicat indépendant s'est démasqué. Ses adhérents ne croient plus en lui, sa collusion est trop évidente avec la direction.

Les négociations permettent de poser les problèmes, mais aucune promesse écrite n'est faite par la direction.

La direction maintient le licenciement du surveillant de magasin.

Ce licenciement, on ne peut l'admettre car c'est le type même de l'arbitraire patronal.

Les syndicats C.F.D.T. et C.G.T. décident une grève le samedi pour la réintégration du camarade licencié, pour un autocar à la disposition du personnel, pour une augmentation des salaires et pour une cantine.

Aucun tract n'est distribué, tout se fait de bouche à oreille.

La deuxième grève : son organisation

La grève dans une grande surface pose des problèmes car il faut non seulement résister à la pression de la direction mais aussi à celle des clients.

Sur toutes les routes menant au Mammouth, 7 000 tracts vont être distribués pour demander aux clients d'être solidaires du personnel en grève. 60 % des gens font alors demi-tour.

Le personnel en grève, 70 % environ, fait une haie à l'entrée du magasin pour demander la solidarité des clients.

Dans l'après-midi, une délégation se rend auprès de la direction. Celle-ci accepte la réintégration du camarade licencié jusqu'au reclassement de celui-ci. C'est une première victoire.

Elf-Re

Les anciens et les modernes

Elf-R.E. (Recherche et Exploitation) est une division de Elf. Elle comprend un établissement à Boussons, près de Toulouse (800 personnes) ; le siège social qui est à Paris compte environ 1.100 employés (1/3 d'ingénieurs, et cadres, les autres sont ETAM — employés, techniciens, agents de maîtrise). La C.G.T. comptait au siège une centaine d'adhérents répartis en deux sections, cadres et ETAM. En 1968, ces deux sections qui

Mais sur le transport, les salaires et la cantine, rien de ferme ! Aussi, la grève continue jusqu'au soir. A 19 h, la direction ferme le magasin, le personnel en service étant épuisé.

De nombreux militants de la C.F.D.T. et du P.S.U. sont venus renforcer les piquets de grève et l'on y a vu aussi deux ou trois militants du P.C.

La direction négocie

Des négociations sur les salaires sont prévues dans une quinzaine de jours. Impatients, certains employés du magasin veulent refaire grève le samedi suivant. La direction, inquiète, va alors satisfaire quelques revendications. Elle relève de 2,50 à 3,50 F la valeur de la carte qui permet au personnel d'avoir une réduction sur le prix du self-service (mais, dans le même temps, les prix du self augmentent). Un autocar est mis à la disposition du personnel le matin et le soir à la fermeture du magasin. Une commission paritaire sur les salaires est constituée. A l'appel de la C.F.D.T., la grève du samedi est repoussée en attendant la commission paritaire du 16 mars.

Le personnel attend beaucoup de cette réunion, notamment un rattrapage des salaires au titre de l'année 1970. Aussi, le résultat fait l'effet d'une bombe ! La C.F.D.T. et la C.G.T. décident de présenter au personnel les résultats des négociations. Celui-ci les repousse. La grève est envisagée pour le samedi. Une assemblée du personnel C.F.D.T. et C.G.T. se prononce pour la grève.

somnolaient connaissent un regain de combativité et un afflux d'adhérents ; d'un commun accord, elles décident de fusionner. Cette nouveauté ne semble au début inquiéter ni la direction, ni la C.G.T. Mais dès 1969, la répression patronale s'exerce contre le nouveau secrétaire de la section. En octobre 1970, la section prend position sur la question des augmentations et s'élève contre l'augmentation hiérarchisée des salaires qui rend

La troisième grève

Le samedi, le débrayage est général. La direction décide de fermer le magasin à 9 h 15 du matin. C'est incontestablement une victoire pour les travailleurs. Toute la journée, ils resteront là pour préparer la suite de la lutte car, le lendemain dimanche, il est prévu de faire l'inventaire du magasin.

Mais la C.G.T. prend ses distances vis-à-vis de la grève ! Elle s'oppose à la plate-forme revendicative qui prévoit 800 F net minimum et 100 F d'augmentation pour tous. Le personnel maintient ses revendications. Très minoritaire, la C.G.T. va essayer de casser le mouvement en prenant pour prétexte la présence de membres de la Ligue Communiste. (Ceux-ci, absents lors des deux premières grèves, avaient commencé à s'intéresser au Mammouth à la suite de celles-ci.)

La C.G.T. retire sa signature du tract à la clientèle puis publie ses propres tracts, mettant en garde les travailleurs contre la présence d'éléments étrangers.

Un comité de grève se forme le dimanche pour organiser le mouvement. Mais la C.G.T. s'oppose aussi aux positions du comité de grève qu'elle estime manipulé par la Ligue Communiste. Il faut dire que cette dernière a tiré un tract dénonçant la C.G.T. et se flattant d'avoir été « appelée pour renforcer les piquets de grève » (sic).

En fait, les dirigeants de l'U.L. C.G.T. veulent dicter aux employés du magasin ce qu'ils doivent revendiquer alors que la C.F.D.T., elle, défend ce que désirent les travailleurs. Ce qu'ils veulent, c'est 100 F pour tous. Un vote sur les deux plates-formes intervient au comité de grève. 40 sont pour la plate-forme C.F.D.T.-comité de grève, 4 pour celle de la C.G.T. Malgré cela, cette dernière décide d'aller défendre sa propre plate-forme devant la direction.

Mais l'espoir renaît chez les grévistes car 5 Mammouth de la région parisienne se sont mis en grève dans la semaine. Nous ne sommes plus seuls.

Au septième jour de grève, le moral est bon. Il faut tenir. □



chaque fois l'écart plus grand entre les salariés. Elle demande des augmentations uniformes qui resserrent l'éventail des salaires en favorisant les moins rémunérés et qui rendent payants les mouvements de grèves pour ceux qui les font.

Immédiatement, une minorité de la section s'oppose à cette décision contraire à la position confédérale cégétiste. Le personnel put lire sur le panneau un texte éma-

nant de la Fédération C.G.T. du sous-sol condamnant avec vigueur les agissements « irresponsables des dirigeants de la section » et les accusant de s'attaquer à la notion même de hiérarchie. Forte de ce soutien, la minorité, procédant par coups de force successifs, s'est constituée en fonction, qui revendique, avant le résultat des élections, la représentativité majoritaire de la section. Celle-ci en appelle à Georges Sé-

guy qui vient justement au congrès de la métallurgie d'affirmer : « N'avons-nous pas tendance à croire qu'il nous revient la mission de penser à la place des travailleurs, de décider, de trancher pour eux tout ce qui les intéresse. Avons-nous toujours la préoccupation tenace de faire tout ce qu'il y a lieu de faire... pour permettre aux travailleurs d'exprimer leurs sentiments, leurs propositions, leurs suggestions. Notre ambition est de faire du syndicat, pour aujourd'hui et pour demain, une grande école de la démocratie ». Cette déclaration de Georges Séguy incite la section à exposer à ce dernier les agissements antidémocratiques de la minorité qui rétablit en dehors de toute élection une section ETAM, bien qu'une majorité des deux-tiers tant chez les ingénieurs que chez les ETAM, ait voté pour maintenir la section dans ses structures actuelles. Contrairement à leur attente, la réponse du secrétariat de Georges Séguy leur est tout à fait défavorable : « Il ne saurait être question, pour la direction confédérale, d'aller à l'encontre des statuts ratifiés par un congrès fédéral. En conséquence, nous ne pouvons te suivre lorsque tu accuses de scissionisme des camarades qui n'ont fait qu'appliquer les statuts fédéraux. »

Pas un mot sur le différend qui les oppose quant à la question des augmentations, ni sur les procédés antidémocratiques dénoncés (injures, menaces, arrachage d'affiches, enlèvement de la ronéo, etc.), approbation sous-entendue de la scission réalisée contre les deux-tiers des adhérents. Ce qui ressort de cette lettre de la C.G.T. est que cette dernière refuse d'arbitrer le conflit entre la section et la fédération du sous-sol qui soutient la minorité conformiste. Elle se soucie plus de « noyer le poisson » en parlant statuts, que de faire respecter la démocratie prônée par Georges Séguy, dont les belles déclarations sont démenties par les faits. Quant à la section « elle reste fidèle à la solidarité entre ETAM et ingénieurs, au sein d'une section combative et soucieuse de la démocratie. »

A Elf-R.E./C.G.T. le combat continue. □

LES BROCHURES QUE FAIRE

VIENT DE SORTIR

SERIE « LUTTES UNIVERSITAIRES »

N° 1 LA VICTOIRE DES LYCEENS, 17, 18 et 19 février 1971. Des lycéens et des professeurs qui les ont soutenus parlent du mouvement lycéen.

SONT ENCORE DISPONIBLES

SERIE « LUTTES OUVRIERES »

N° 1 - CAPERPILLAR - GRENOBLE - 1969-1970.

N° 2 - LE P.S.U. PARLE...

Bilan des AOP et du Conseil National

Chaque brochure 3 F - 10 brochures 25 F
Commandes à QUE FAIRE - 71, rue Dulong, Paris 17^e
C.C.P. La Source 31.568.97

Lang

Liquidation

L'imprimerie G. Lang, 13, rue Curial, Paris (19^e) est une « imprimerie de labeur ». C'est elle qui imprime **Jours de France, Noir et Blanc, Point de vue, Historia**. Sa disparition met en cause le travail de 2.470 ouvriers. Dans la conjoncture économique des V^e et VI^e Plan, la famille Lang, actionnaire majoritaire, s'est vue contrainte d'envisager dès 1966 de se transférer en province.

La direction de cette entreprise, afin d'améliorer les conditions d'exploitation du capital, n'a pas hésité à créer en province, une société indépendante à même vocation que l'imprimerie parisienne. Le transfert des capitaux et des pouvoirs devrait se faire sans heurts, aux dires des dirigeants parisiens, sur un étal de 10 ans.

Sous la pression des « immobiliers », il est possible que ce délai soit raccourci. Par contre, face aux travailleurs de Paris, M. Jacques Georges Lang multiplie les exposés tranquillissants sur la non-disparition de l'imprimerie parisienne.

Que l'on en juge par les deux extraits ci-dessous.

Noyon... un hangar

... « On a parlé le mois dernier de Noyon pour s'étonner qu'il n'en ait jamais été question. S'il n'en a pas été question, c'est parce que pour l'instant il n'y a rien de fait à Noyon, sauf un terrain qui a été acheté... »

... « La société va se mettre en position de pouvoir s'étendre si besoin était. Il est possible que quelques cadres nous quittent pour une usine à laquelle seraient affectés cinq éléments Albertina qui pourraient être déclassés du fait de l'arrivée de deux éléments nouveaux de la 21-24. Mais il n'est absolument pas prévu de retirer du travail d'ici... »

... « Il s'agit de prendre des dispositions en vue d'une extension qui, du jour au lendemain, peut se révéler utile, et d'ores et déjà de nous débarrasser, sur du terrain qui ne vaille pas, comme ici, 1.000 F le mètre carré de ce que nous avons de matériel plus ou moins périmé... »

... « Plutôt que de nous encombrer ici, il vaudrait mieux avoir un hangar, où on enverrait tout cela. Il est probable que ce hangar sera édifié cette année peut-être par la société elle-même, peut-être par une filiale... »

(Extraits de l'exposé de M. Lang à la séance plénière du C.E. du 27 mars 1968.)

Noyon... une petite usine

... « Il est effectif que nous envisageons de créer une petite usine à Noyon. Il est absurde de parler, comme l'a fait la presse de 1200 employés.

« Il y aura au maximum, à la fin de 1969 une trentaine de personnes et au cours de l'année 1970 quelques dizaines de plus. Si l'on atteint une centaine de personnes à la fin de 1970, cela me paraît le bout du monde. »

(Extraits de l'exposé de M. Lang à la séance plénière du C.E. du 4 décembre 1968.)

Ce que M. Lang ne peut nier, c'est que l'achat des terrains a été fait en 66-67 à Noyon et que dès 68 la société noyonnaise d'imprimerie (SONODIM) a été créée. Actuellement sur 12 hectares achetés, 4 sont construits et les vieilles machines comme la rotative n° 20 de Paris, transférée à Noyon, ont servi de machines écoles et ensuite sont passées à la production. Le moins que l'on en puisse dire c'est que dans tous les ateliers « le meilleur profit » se fait au dépens de la maison mère.

Et le personnel ?

La formation professionnelle se fait par l'intermédiaire du collège technique de Noyon pour l'enseignement général. Parallèlement, sur le plan professionnel toujours, les nouveaux cadres de la SONODIM, venant tous de la maison mère, et auxquels on a attribué quelques miettes du capital sous forme d'actions, sont promoteurs d'une formation technique « sur le tas ». Ce système dévalorise les C.A.P. des jeunes imprimeurs des C.E.T. parisiens et crée une insécurité pour les « jeunes ». Bien entendu stages de formation et recyclage sont inconnus !

Actuellement l'effectif est d'environ 250 personnes. Nous sommes loin de la centaine qui paraissait le bout du monde pour M. Lang.

Et à Paris ?

Il est à noter que l'effectif de 1968 soit 2.700 ouvriers est devenu 2.636 en 69 et 2.470 en 70. Les départs volontaires et les mises à la retraite s'effectuent sans remplacement. Pour accélérer la diminution du personnel, un licenciement de 300 personnes est prévu en 1971 (typo, photogravure, hélios...).

Pourquoi ?

Les différences de salaires Paris-Province sont éloquentes (voir tableau).

Le capital cherche donc à éliminer des travailleurs parisiens, syndiqués et combattifs, pour faire plus de profit sur le dos d'une main-d'œuvre inorganisée et peu technique. Une tentative d'implantation syndicale a échoué par licenciement des leaders. D'un autre côté l'étalement dans la hiérarchie des salaires est un instrument de répression de choix.

En conclusion

Un examen des travaux effectués à Noyon montre qu'il s'agit pour la plupart de travaux qui étaient confiés à l'imprimerie parisienne et que celle-ci a recédés.

Lorsque les possibilités de Noyon seront plus importantes toute grève sur Lang Paris sera inutile. Il est regrettable que les syndicats n'aient pas compris l'importance de la grève de mai 70 qui était presque la dernière chance de Paris, comme notre groupe P.S.U. n'a cessé de le dire.

EMPLOIS	SALAIRES HORAIRES	
	NOYON	PARIS
Conducteurs	de 7,61 à 7,90	11,26
Registres	de 7,00 à 7,30	9,26
Bobiniers-coloristes	6,50 à 7,10	8,39
Receveurs	4,85 à 5,50	8,21
Manceuvres	4,60	6,50

LA LIBRAIRIE DU TRAVAIL

Françoise Claire

Au second sous-sol du 19, rue Saint-Séverin, la librairie Maspero a eu l'heureuse initiative d'organiser une exposition sur l'histoire de la « Librairie du Travail ». Celle-ci vit le jour en novembre 1917, en pleine guerre mondiale, ce qui rend exemplaire cette initiative.

Le premier ouvrage qu'elle publie, en mai 1918, vient d'U.R.S.S. Il s'agit de « Les problèmes du pouvoir des Soviets » de Lénine qui connaît un succès considérable : 10.000 exemplaires vendus en 10 jours par le canal des syndicats, cependant que le parti socialiste (Froissard, Cachin) en commande un exemplaire... pour ses archives !

Un jeune militant, Nguyen Hay Quoc, qui deviendra Ho Chi Minh, y publie un texte : « Le procès de la colonisation française ».

La Librairie du Travail axe son action sur un travail d'éducation. De nombreuses brochures tentent d'expliquer le mécanisme et les responsabilités afférents à la guerre 14-18, l'histoire du mouvement ouvrier, la Commune de 1871, avec des ouvrages de Talès et Lissagaray.

Bien que militants communistes, les dirigeants de la Librairie du Travail sont toujours restés indépendants. Aussi, avec la montée stalinienne, la rupture est inévitable avec le P.C. qui les exclut du parti. De ce fait, la Librairie du Travail doit faire face à de nombreuses difficultés financières. Seule l'action solidaire des militants et le dévouement des créateurs lui permettra d'assurer son fonctionnement, tâche bien fragile dans une période si difficile. En 1937, la Librairie du Travail doit fermer ses portes, victime de la crise financière mondiale. La seconde guerre mondiale, malgré la conférence d'alarme de la IV^e Internationale, menace l'univers. Deux ans après, elle éclate. La

Librairie du Travail n'a duré que 20 ans, le temps d'une jeunesse difficile qui n'a pas eu le temps de s'épanouir.

L'exposition que lui consacre François Maspero (jusqu'au 31 mars mais qui sera heureusement prolongée) nous montre une collection assez impressionnante d'ouvrages populaires. Parmi les petits fascicules « Bonnes Feuilles », vendus à l'époque de 0,10 F à 0,25 F, citons : « Aux peuples assassinés » de Romain Rolland, « La révolte des esclaves » de Gorki, « Une simple promenade - 1^{er} mai 1907 » de Jules Romain. Notons aussi un projet d'organisation « Pour la culture prolétarienne par l'écrit ».

Des vitrines sont consacrées à la Commune de Paris (fac similé de « L'Humanité » numéro du 50^e anniversaire. Editions des œuvres de Lissagaray, Talès, cartes postales, gravures), au mouvement ouvrier, à la menace fasciste...

Un extrait de presse assez savoureux accroche le regard : « Sur la censure dans les chemins de fer » ; on y donne les titres d'ouvrages à vendre avec réserve, à ne pas montrer, à ne pas mettre entre toutes les mains, à ne pas exposer, à vendre seulement aux personnes qui en font la demande expresse, à exclure ! Parmi ces titres : « Paris flirt », « Paris galant », « Eros », « Le Rire », « Almanach des gens qui rient », « Almanach de l'humour », « Journal amusant », « Merlin » de Jean Prévost, « Histoires à lire entre hommes » de Léon Treich et... « Lénine - 1917 » de Victor Serge, « Lénine » de Trotsky, ces deux derniers ouvrages très subversifs et à décommander formellement dans les bibliothèques de gares aux acheteurs frondeurs ! C'est sur cette « information insolite » que nous invitons nos lecteurs à se rendre chez Maspero pour mieux connaître la Librairie du Travail.

Sur le matérialisme historique

Pierre Gautier

Les éditions Gordon et Breach ont eu l'heureuse initiative de rééditer « Les essais sur la conception matérialiste de l'histoire » d'Antonio Labriola (1). Cet ouvrage dont la première édition française parut en 1902, est un des grands classiques du marxisme. A une époque où les socialistes étaient profondément influencés par le positivisme, c'est-à-dire par des courants bourgeois interprétant dans un sens limitatif les progrès de la science, Antonio Labriola a su redonner au marxisme une grande force d'attrac-

tion en montrant sa fécondité pour comprendre les mouvements sociaux et les déroulements historiques.

Le premier essai riche d'aperçus originaux est consacré au « Manifeste Communiste » de Marx et Engels en tant qu'œuvre qui a ouvert de nouveaux horizons à l'humanité. Le deuxième essai, de loin le plus important, tente de donner les instruments nécessaires pour bien comprendre ce qu'est le matérialisme historique. Aujourd'hui encore il peut être très utile à ceux que rebutent les

différents catéchismes qui se veulent marxistes. Le dernier essai enfin est une réfutation de Masaryk qui bien longtemps avant Raymond Aron expliquait que le marxisme était dépassé. La verve de Labriola, son mordant font ici merveille.

Pris dans son ensemble, le livre rendra service à tous ceux qui veulent une initiation sérieuse au marxisme. □

(1) En vente à la librairie de T.S. • 22 F.

L'aventure de l'Aquarium

Robert Chapuis

Il en est du théâtre comme de la monnaie : le mauvais chasse le bon. Vendez « Pata- te » ou « Boeing-Boeing » et vous ferez des affaires. Faites du théâtre et les difficultés commencent. L'aventure du théâtre de l'Aquarium est significative à plus d'un titre. Ce jeune groupe, organisé sur une base coopérative, présente à Paris un spectacle monté après plusieurs mois de recherches et de répétitions : « Les évasions de Monsieur Voisin », créé à l'Espace Cardin fin décembre, début janvier. La critique s'enthousiasme. Un contrat est signé avec Marthe Mercadier, directrice du Vieux-Colombier, qui se propose (cf. une récente émission télévisée) de soutenir les jeunes troupes méritantes, avec ce qu'il faut de contestation pour passer la rampe.

Le contrat prévoit 45 représentations du 15 février au 31 mars. Las ! Comme la plupart des jeunes troupes qui ne bénéficient pas d'un soutien publicitaire ou d'une renommée déjà acquise, l'Aquarium doit jouer devant des salles fort peu remplies, bien que 4 journaux aient sélectionné « M. Voisin » parmi les spectacles à voir. Les affaires sont les affaires. Un beau matin, les comédiens, sans même avoir été informés de la décision de la directrice, trouvent porte close : un autre spectacle sera joué ce soir-là ! Mais le contrat a été signé : les comédiens vont se préparer à jouer ; la police est appelée et les expulse. C'était le 23 mars. Faire un procès ? Le Vieux-Colombier ne le craint pas ; ça demandera 3 ou 4 ans. Se résigner ? N'était-ce pas accepter pour toutes les jeunes troupes la loi du profit et la censure indirecte ? La troupe décide de se battre et se découvre dans la lutte, des amis et des soutiens. Avec l'aide du P.S.U., le Se-

cours Rouge du VI^e arrondissement vient appuyer les jeunes comédiens qui pénètrent dans la salle le 24 mars et jouent devant le rideau. Devant cette réaction, Marthe Mercadier voit sa réputation compromise et cède ce qu'elle refusait la veille : le contrat sera respecté, la troupe jouera jusqu'au 31 mars.

Cette victoire a permis chez les jeunes comédiens, une prise de conscience des exigences et des conditions d'une lutte qui est à la fois politique et culturelle. Mais l'événement attire l'attention sur la situation des « jeunes compagnies », ces Cendrillons réduites à attendre le coup de baguette magique de Michelet ou Duhamel. Depuis 6 mois plusieurs d'entre elles (18, mais certaines ont déjà disparu) se sont réunies en un groupe d'action pour le jeune théâtre. Initiative utile certainement, mais dont on ne doit pas se cacher les contradictions. L'A.J.T. se définit face à l'Etat pour revendiquer des subventions, des lieux et du matériel. Dans une conférence de presse, réunie sur l'affaire du théâtre de l'Aquarium, on a pu entendre cette formule : « L'Etat a du fric, il nous est dû, il nous revient. » La création culturelle donne en effet l'illusion d'une vie culturelle dont l'Etat français aime se glorifier : que l'Etat montre donc un peu de reconnaissance pour les créateurs. On retrouve ici toutes les ambiguïtés des campagnes pour le 1 % culturel et de toutes les actions (?) qui se limitent à des revendications matérielles et ne mettent pas en cause les rapports sociaux représentés par la culture officielle ou subventionnée.

C'est une fois de plus soumettre le théâtre, jeune ou non, à l'Etat, en espérant qu'un jour ce dernier changera de mains. L'erreur politique s'accompa-

gne ici d'une faute « culturelle », dont les travailleurs, finalement, payent le prix en devant se soumettre aux canons et aux canaux de l'idéologie bourgeoise.

C'est la critique que nous faisons à l'action du P.C.F. Faudra-t-il l'étendre à l'A.J.T. ? Ce n'est pas certain car un grand nombre de jeunes auteurs-acteurs ont découvert l'impasse où ils risquent de s'enfermer : un théâtre de mendiants qui survit par l'idée que l'un d'entre eux sera un nouveau Villar, une nouvelle Mnouchkine. Ils se posent alors le problème dans l'autre sens : celui du public.

Il faut établir un rapport vivant entre le théâtre et les travailleurs, non plus de façon formelle, mais à travers le contenu même de l'expression dramatique. A travers le vaudeville, la bourgeoisie a trouvé son expression théâtrale, comme Michel Debré a rencontré Labiche. N'existe-t-il pas de théâtre du peuple, capable d'exprimer les réalités vécues par les travailleurs et tous ceux qui ressentent l'oppression capitaliste ? Il existe des promesses de ce théâtre et la bourgeoisie sait les reconnaître : il est normal que la compagnie Gélas ait été censurée à Chelles et ait subi, elle aussi, une rupture de contrat. C'est dans la lutte que se forge ce théâtre : sur la scène comme dans la rue.

Pour mener cette lutte, il faut des moyens, y compris matériels. Les organisations révolutionnaires ont des responsabilités à prendre dans ce domaine. Il dépend d'elles aussi que les jeunes compagnies perdent leurs illusions « corporatistes » : le théâtre s'inscrit dans la lutte de classes ; dans notre société il faut bien que le théâtre d'avant-garde choisisse d'être à l'avant-garde de la bourgeoisie ou des travailleurs. □



A propos d'un voyage officiel

Il y a 10 ans, Lumumba était assassiné

Henry Beley

Le général Mobutu, président du Congo-Kinshasa, est cette semaine « l'hôte de la France ». Rappelons à son propos certains faits sur lesquels toute la presse fait aujourd'hui silence : non seulement, c'est le black-out (sur les quatorze pages que « Le Monde » du 21-22 mars consacre à la question, les mensonges par omission le disputent à la déformation systématique de la réalité actuelle), mais « Le Figaro » du 23 mars, avec une stupéfiante hypocrisie, va jusqu'à écrire que « les horreurs des luttes civiles et des interventions ont occupé trop longtemps les premières pages de la presse internationale pour qu'il soit nécessaire de rappeler les événements qui ravagèrent le Congo pendant les sept premières années de son indépendance » !

Il est évident qu'un tel rappel ne peut que déplaire à l'impérialisme français, à ses plus hauts représentants et à ses défenseurs « Le Figaro », « Le Monde » et toute la presse bourgeoise. Les accords économiques et les investissements massifs auxquels il faut s'attendre ont besoin, pour se justifier, que soit écartée l'odeur trop insistante du sang et de la mort.

Qui est Mobutu ?

Le président du Congo-Kinshasa traîne derrière lui un passé très lourd. Depuis quelques années, il cherche à se reconstituer une honnêteté, poussant le cynisme jusqu'à faire de Patrice Lumumba un héros national officiel ! Or, c'est ce soi-disant « successeur spirituel de Lumumba » qui a fait arrêter ce dernier en décembre 1960 et l'a fait transférer au Katanga, où il fut assassiné (janvier 1961). Non content d'être directement responsable du meurtre de Lumumba, c'est encore Mobutu qui, plusieurs années après, fit arrêter Pierre Mulélé, successeur de Lumumba et le fit brûler vif au camp de Binza, à Kinshasa, siège de la garde personnelle de Mobutu ! Après quoi le même Mobutu organisa une campagne de presse pour justifier cet assassinat, en salissant la mémoire de sa victime.

Mobutu, c'est d'abord et avant tout la C.I.A. Avec Mobutu, c'est



Le général Mobutu

l'impérialisme U.S. qui s'est installé au Congo, supplantant partiellement le colonialisme belge. C'est l'« Union Minière du Haut-Katanga », sixième producteur de cuivre au monde, qui passe, notamment, sous la coupe du groupe Rockefeller (lequel possède par ailleurs, sous le couvert de la Esso Central Africa, le monopole des produits pétroliers de toute l'Afrique Australe).

Le Congo Kinshasa, c'est une puissante base militaire américaine d'intervention. Il y a trois ans, Tombalbaye, président du Tchad, lui demanda une assistance, que Mobutu n'eut aucune peine à fournir. Les U.S.A. (ainsi que la France) pourvoient largement le Congo-Kinshasa en avions de combat, véhicules militaires, etc. De plus, les Américains ont mis sur pied un « programme d'assistance militaire » pour les officiers congolais, qui a officiellement pour objectif « d'assurer la stabilité intérieure du Congo »...

Mais ce n'est pas tout : l'impérialisme U.S. a de fidèles alliés, auxquels l'esprit de concurrence économique ne fait pas oublier

leurs intérêts communs et qui entretiennent avec Mobutu des liens privilégiés : Belgique, France, Japon, Italie, Israël, Formose... Quelques précisions :

- des assesseurs belges s'occupent des corps d'artillerie ;
- des spécialistes israéliens forment les parachutistes et les troupes féminines ;
- les Italiens, de leur côté, forment des aviateurs ;
- les Français ont pour secteur les unités blindées ;
- les Américains et les Belges s'occupent de la police ; etc.

Le partage du gâteau

Le Congo-Kinshasa est, on le voit, un pays indépendant ! Ajoutons que des accords de sécurité militaire lient, depuis avril 1968, le Congo-Kinshasa, le Tchad et la République Centrafricaine, par l'entremise d'une « Union des États de l'Afrique Centrale », dont le président est Mobutu.

On voit que l'impérialisme français, ici comme ailleurs, ne se « place » pas trop mal. En mars 70, M. Foccard déclara : « la France a pour but de développer encore, dans la mesure du possible, son aide au Congo. » L'aide en question remonte à 1964, au temps de Moïse Tchombé, de sinistre mémoire. Elle vient s'ajouter à l'aide financière substantielle que le Congo perçoit déjà des U.S.A., de la Belgique, de l'Italie, d'Israël, etc. Nul doute qu'elle n'augmente considérablement. Mobutu a fièrement déclaré que le Congo est « le second pays francophone du monde après la France », (20.500.000 habitants). Ce genre d'affirmation ne tombera pas dans l'oreille de sourds. D'autant que la France est le troisième client du Congo et que la situation intérieure de ce pays paraît stable : Mobutu a été réélu, pour sept ans, avec un pourcentage de voix qui en dit long sur la démocratie de son régime : 99,99 % ! Cette « élection » a eu lieu en janvier dernier, donc dix ans exactement après l'assassinat de Patrice Lumumba. Mais le souvenir du héros de l'indépendance africaine n'est pas prêt de disparaître de la mémoire du peuple congolais...



Patrice Lumumba